



cese

**Conseil économique
— social et —
environnemental**

Restitution des États Généraux de l'Information

LES ÉTATS GÉNÉRAUX
DE L'INFORMATION

Plan du document

- 1 Retour sur *la démarche*
- 2 Synthèse des *fils de discussion*
- 3 Synthèse de la *consultation*
- 4 Annexes



Tout au long du document, il est possible de cliquer sur un des chiffres indiqués à droite pour accéder plus facilement au chapitre concerné

1. Retour sur *la démarche*

1.1 Contexte et objectifs

Les innovations technologiques et l'évolution des usages bouleversent la manière dont l'information est produite, diffusée et reçue : fake news, deepfake, intelligence artificielle, ingérences, distanciation du rapport à la vérité, accélération des moyens de diffusion, nouvelles contraintes économiques.

Soucieux de garantir à chaque citoyen le droit à l'information, c'est à dire « l'accès à une information libre, indépendante et à laquelle on peut se fier », le président de la République a annoncé le lancement, en septembre 2023, des **États Généraux de l'information** (EGI). Ils ont pour objectifs d'établir un diagnostic des enjeux liés à l'information, d'anticiper les évolutions à venir et de proposer des actions à déployer au plan national, européen et international.

Ces États Généraux sont pilotés par un comité indépendant composé de Bruno Lasserre, Christophe Deloire, Nathalie Collin, Camille François et Anne Perrot, qui devra remettre ses propositions à l'été 2024. Le CESE est en charge d'assurer l'organisation de la participation citoyenne à cette démarche. Ainsi, la plateforme <https://parlonsinfo.lecese.fr/> a été mise en ligne, et ce travail sera poursuivi lors des journées délibératives réunissant un panel tiré au sort parmi des contributeurs en ligne volontaires, début 2024.

Cette synthèse présente **les grands enseignements tirés des contributions des citoyennes et des citoyens** ayant participé sur la plateforme de débat en ligne. Elle présente ainsi des éléments d'enseignement généraux, ainsi que le détail des contributions sur chaque question de la consultation et sur les sujets de débat.

Elle vise à nourrir, enrichir ou inspirer les réflexions des groupes de travail des EGI.

1

2

3

4

1.2 Calendrier

Les 4 jalons clés de la démarche :

**3 OCTOBRE
2023**

Lancement de
la plateforme de
participation en ligne

**19 NOVEMBRE
2023**

Clôture de
la plateforme de
participation en ligne

**27-28 JANVIER
& 3-4 FÉVRIER 2024**

Journées délibératives
au CESE

JUIN 2024

Clôture et
restitution
finale des EGI



À l'issue des journées délibératives qui se tiendront en février 2024, les recommandations et propositions d'actions concrètes issues de la consultation en ligne et des journées délibératives seront remises aux États généraux de l'Information. L'ensemble de la démarche des États généraux de l'Information donnera lieu à une synthèse qui fera l'objet d'une publication accessible à toutes et à tous et remise au président de la République.

1.3 Modalités et thématiques

Sur la plateforme de participation en ligne, les participants pouvaient contribuer à travers deux modalités principales :



Un débat en ligne, sous la forme d'un forum où les participants pouvaient poster des messages sur une des 6 thématiques proposées, répondre à un message d'un autre participant, ou réagir à travers des émoticônes.



Une consultation, avec un ensemble de questions ouvertes et fermées traitant des thématiques du débat.

Un **module d'appropriation** était également proposé aux participants avant de contribuer au débat. Conçu comme un parcours pédagogique, il se présentait sous la forme d'un questionnaire avec des questions fermées pour en apprendre plus sur certains sujets et de questions ouvertes pour s'exprimer plus largement.

Les thématiques du débat :

1. Le pluralisme dans les médias
2. La viabilité économique des médias
3. La protection des journalistes et de leurs sources, en France et à l'étranger
4. Les manipulations de l'information
5. L'éducation aux médias et le pouvoir d'agir
6. Les contenus

1

2

3

4

1.3 Modalités et thématiques

Afin de faciliter la lecture du rapport, chacune des thématiques a été associée à une icône et que vous retrouverez dès que vous vous trouvez sur la thématique associée :

Les thématiques du débat :



1. Le pluralisme dans les médias



2. La viabilité économique des médias



3. La protection des journalistes et de leurs sources, en France et à l'étranger



4. Les manipulations de l'information



5. L'éducation aux médias et le pouvoir d'agir



6. Les contenus

Grille de lecture

La présentation détaillée de la méthodologie d'analyse est disponible en annexe

Comprendre la méthodologie d'analyse

Le débat en ligne

Le débat en ligne est analysé par une méthode de **taxonomie** : des extraits des contributions sont « attrapés », et catégorisés selon leur nature : problématique, solution, ou modalité de mise en œuvre.

Ces attrapages sont ensuite catégorisés en fonction de leur sujet. Les idées similaires ont été rassemblées, pour faire émerger une liste thématisée lisible de toutes les solutions proposées;

La consultation et le module d'appropriation

Les participants se sont exprimés à travers des questions ouvertes et fermées :

- Les questions fermées sont à choix multiples. Leur analyse met en avant le poids donné à chaque idée sur le total de participants ayant répondu à la question concernée.
- Les questions ouvertes sont libres. Une analyse sémantique (parmi d'autres possibles) est présentée ci-dessous : les *verbatim* (cf glossaire ci-contre) sont regroupés par unité de sens et forme une liste de sujets à deux niveaux, qui détaille ainsi tout ce qui a été partagé sur la question par les participants.

Glossaire des termes utilisés

- **Participant** : Personne ayant répondu à la consultation, au module d'appropriation, ou ayant posté un message sur la plateforme de débat. Dans la restitution d'une question, le terme « répondant » est aussi utilisé.
- **Contribution** : Toute **action active sur la plateforme** (réaction, message posté, réponse à une question fermée, réponse à une question ouverte).
- **Verbatim** : Réponse à une question ouverte, ou extrait d'un message sur un débat. Les participants sont encouragés à séparer leurs idées différentes sur plusieurs lignes, un participant peut donc avoir plusieurs « verbatims » pour une unique question.
- **Solution actionnable** : Solution dont les **modalités** de mise en œuvre sont précises et détaillées.

À garder en tête lors de la lecture de la synthèse : les pourcentages associés à une idée dans les questions ouvertes et fermées correspondent au pourcentage de participants ayant mentionné/sélectionné cette idée sur le pourcentage total de participants ayant répondu à la question. Par ailleurs, un participant peut indiquer plusieurs réponses : le total des pourcentages des idées peut donc dépasser les 100% !

1.3 Chiffres de participation globaux

+ **29.150** Visites sur la plateforme

Chiffres des *fils de discussion*

503

Participants actifs
aux fils de discussion

787

Comptes créés sur
les fils de discussion

911

Messages postés

1 405

Réactions

366

Top posts*

545

Réponses

Chiffres de la *consultation*

4 092

Participants à la
consultation

66 864

Réponses aux
questions fermées

21 577

Réponses aux
questions ouvertes

* Un « top post » est une publication faite par un participant qui n'est pas une réponse à une autre publication.

1.3 Chiffres de participation globaux

1

2

3

4

La viabilité économique des médias

- 159 participant(s)
- 206 message(s)
- 356 réaction(s)

Le pluralisme des médias

- 183 participant(s)
- 164 message(s)
- 308 réaction(s)

Les manipulations de l'information

- 146 participant(s)
- 152 message(s)
- 232 réaction(s)



Classement selon le nombre de participants

L'éducation aux médias et le pouvoir d'agir

- 130 participant(s)
- 122 message(s)
- 210 réaction(s)

Les contenus

- 112 participant(s)
- 119 message(s)
- 115 réaction(s)

La protection des journalistes et de leurs sources

- 85 participant(s)
- 117 message(s)
- 153 réaction(s)

1.4 Les grands enseignements tirés des réponses des participants

Il est rappelé que rien n'indique que les personnes ayant répondu puissent être considérées comme représentatives de l'ensemble de la population.

Des attentes différentes entre le questionnaire et le débat

Les réponses aux **questionnaires** privilégient trois principales thématiques :

1. **La protection des journalistes et de leurs sources contre toutes les menaces et influences** : 56% des répondants expriment cette priorité pour améliorer l'information. Ils mettent l'accent sur l'accroissement de l'indépendance des rédactions vis-à-vis des actionnaires et le renforcement du statut juridique protecteur pour les lanceurs d'alertes.
2. **La lutte contre les manipulations d'information** : un score quasiment équivalent (55%) pour cette deuxième priorité. La systématisation du fact-checking et la déclaration des conflits d'intérêt des experts et des éditorialistes sont les principaux axes mis en avant.
3. **Le renforcement de l'éducation aux médias à l'école** : 47% des répondants se positionnent sur cette troisième priorité. La formation des scolaires (et des citoyens) à "l'attention" et aux biais cognitifs ainsi que la formation des enseignants à l'information représentent les vecteurs clés.

Les participations au **débat** font a contrario ressortir deux autres enjeux jugés essentiels :

1. **Le pluralisme dans les médias** : il s'agit de la première thématique en nombre de participants. Les points de vue portent sur la nécessité de garantir le pluralisme par la loi et par la régulation (ARCOM). L'indépendance des rédactions est plébiscitée, ainsi que la limitation du nombre de médias pouvant être détenus par un seul actionnaire. De multiples adaptations de la conditionnalité des aides publiques sont également proposées.
2. **La viabilité économique des médias** : il s'agit de la deuxième thématique en nombre de participants. Elle interroge la place des financements privés, jugée trop importante, et appelle à un renforcement des financements publics et à l'identification de modes de financement alternatifs.

1.4 Les grands enseignements tirés des réponses des participants

Les principaux consensus et dissensus de la démarche des EGI

LES POINTS DE CONSENSUS

- Importance du **pluralisme et de l'indépendance** des médias pour garantir la **diversité des points de vue** et la **liberté de la presse** et nécessité de **renforcer la protection de l'indépendance journalistique** contre les influences externes, qu'elles soient politiques, commerciales ou gouvernementales
- Nécessité d'une **régulation adaptée** pour **prévenir la désinformation** et assurer la diffusion d'une information factuelle et diversifiée.
- Importance de l'**éducation aux médias et à l'information** (EMI) pour renforcer la compréhension du public sur le fonctionnement des médias et le développement de l'esprit critique et l'importance de **former les journalistes** (aux compétences techniques, à l'éthique de l'information, etc.).
- Importance de **protéger les journalistes**, notamment en ce qui concerne le **secret des sources** et la lutte contre les procédures-bâillons qui restreignent la liberté d'expression et la nécessité de **garantir la sécurité des journalistes** dans l'exercice de leur profession (ex : protection juridique (procédures baillons), physique, etc.)
- Importance de la **déontologie et de l'éthique** à travers par exemple le renforcement des codes de conduite existants, etc.
- **Nécessité d'une plus grande transparence et responsabilité** dans le fonctionnement des médias et la diffusion de l'information.
- **Concentration de la propriété des médias**, menace pour le pluralisme et l'indépendance de l'information.

1.4 Les grands enseignements tirés des réponses des participants

Les principaux consensus et dissensus de la démarche des EGI

LES POINTS DE DISSENSUS

- Sur l'**étendue de la régulation par la puissance publique**, (régulation stricte des contenus (ex : sur les plateformes numériques) vs. la crainte que de telles mesures ne mènent à une restriction de la liberté d'expression).
- Sur **la place de l'Etat dans le financement des médias** (augmentation des aides vs. modèles de financement plus innovants ou participatifs pour éviter une dépendance excessive aux fonds publics) et la question du **financement des médias** et de son impact sur l'indépendance journalistique (modèles de financement innovants et participatifs vs. risques de conflits d'intérêts).
- Sur le **degré d'intervention que l'État devrait avoir pour garantir le pluralisme des médias** (mesures fortes pour prévenir la concentration des médias vs. risque de politisation de ces interventions).
- Sur le **degré et la forme de régulation gouvernementale appropriée**, avec des inquiétudes concernant la censure et l'influence sur le contenu médiatique ainsi que sur les **modèles de gouvernance** (contrôle interne par les journalistes et le personnel vs. contrôle externe par des organismes indépendants et le public, etc.).
- Sur le **rôle des plateformes numériques** et leur influence croissante sur la distribution de l'information ainsi que sur **l'intégration de l'IA et d'autres technologies dans le journalisme** (personnalisation de l'information vs. déshumanisation du métier et risque de manipulation des contenus).
- Sur les **modalités de mise en œuvre de la protection du secret des sources**.

2. Synthèse des *fils de discussion*

LES ÉTATS GÉNÉRAUX
DE L'INFORMATION

Le débat en quelques mots...

Une participation concentrée autour de deux principaux sujets

La participation au débat fait ressortir deux thématiques que sont **le pluralisme des médias** et la **viabilité économique des médias**. Ces deux thématiques expriment notamment deux problématique transverses : la concentration des médias et les modalités de gouvernance des organes de presse, sujets qui ont suscité de vives réactions de la part des répondants.

Le sujet des **manipulations de l'information** vient en troisième position.

Participation aux fils de discussion		Participants	Messages	Réactions
1	Le pluralisme dans les médias	183	164	308
2	La viabilité économique des médias	159	206	356
3	Les manipulations de l'information	146	152	232
4	L'éducation aux médias et le pouvoir d'agir	130	122	210
5	Les contenus	112	119	115
6	La protection des journalistes et de leurs sources, en France et à l'étranger	85	117	153
7	Autres thématiques	27	31	31
Total		842		1405

3. Synthèse de la *consultation*

LES ÉTATS GÉNÉRAUX
DE L'INFORMATION

La consultation en quelques mots...

1

2

3

4

Le questionnaire (ou consultation) a permis de recueillir des contributions sur 16 questions posées aux participants et participantes, dont 12 questions fermées et 4 questions ouvertes. Il ressort de la consultation :

Des contributions autour de trois principales thématiques

Les principaux sujets qui ressortent de la consultation et des questions posées aux citoyens et citoyennes se concentrent autour de deux principales thématiques que sont la confiance dans les médias et les manipulations de l'information. En effet, plusieurs questions font apparaître cette problématique en première position et montre la préoccupation des répondants quant aux fausses informations de même qu'aux dispositifs ou « garde-fous » en place pour nous en prémunir. Sont notamment mis en avant par les participants des problématiques telle que de la transparence sur l'impact des algorithmes sur les informations mises en avant sur les réseaux notamment, ou des solutions pour nous en prémunir comme la systématisation du fact-checking ou encore les dispositifs de lutte contre les campagnes de désinformation.

Les préoccupations autour de l'indépendance du journaliste ressortent également avec la nécessité d'accroître notamment l'indépendance des rédactions vis-à-vis de l'actionnaire.

Des sujets complémentaires à ceux abordés dans le cadre du débat

Les sujets liés au financement des médias et de l'information et notamment à la concentration des médias ou aux modes de financement (publics notamment) ressortent moins que dans le débat. De même le sujet autour des nouvelles technologies et la donnée (IA, etc.) qui ressort davantage dans le débat est moins abordé dans le questionnaire.

Consultation : aperçu du questionnaire

Référence de la question	Type	Métriques
3.1 Quels sont les 3 mots qui vous viennent à l'esprit quand on parle d'information ?	Ouverte	3 915 participants 12 018 contributions
3.2 Avez-vous confiance dans l'information produite par les médias ?	Fermée	3 990 participants 3 990 contributions
3.3 D'après vous, quelles sont les priorités pour améliorer l'information ?	Fermée	3 797 participants 11 401 contributions
 3.4 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour améliorer l'indépendance des médias ?	Fermée	1 623 participants 4 489 contributions
 3.5 S'il fallait conditionner les aides à la presse, quels devraient en être les 3 principaux critères ?	Fermée	1 594 participants 4 255 contributions
 3.6 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour protéger les journalistes et leurs sources ?	Fermée	2 049 participants 5 827 contributions
 3.7 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour favoriser une diversité d'avis et d'opinions ?	Fermée	1 633 participants 4 308 contributions
 3.8 Comment limiter l'infobésité et les contenus sensationnalistes ?	Fermée	1 612 participants 3 582 contributions
 3.9 À titre personnel, quels types de contenus préférez-vous ?	Fermée	1 271 participants 3 959 contributions
3.10 Quels sont les sujets dont les médias parlent trop ?	Ouverte	262 participants 527 contributions

1

2

3

4







Consultation : aperçu du questionnaire

1

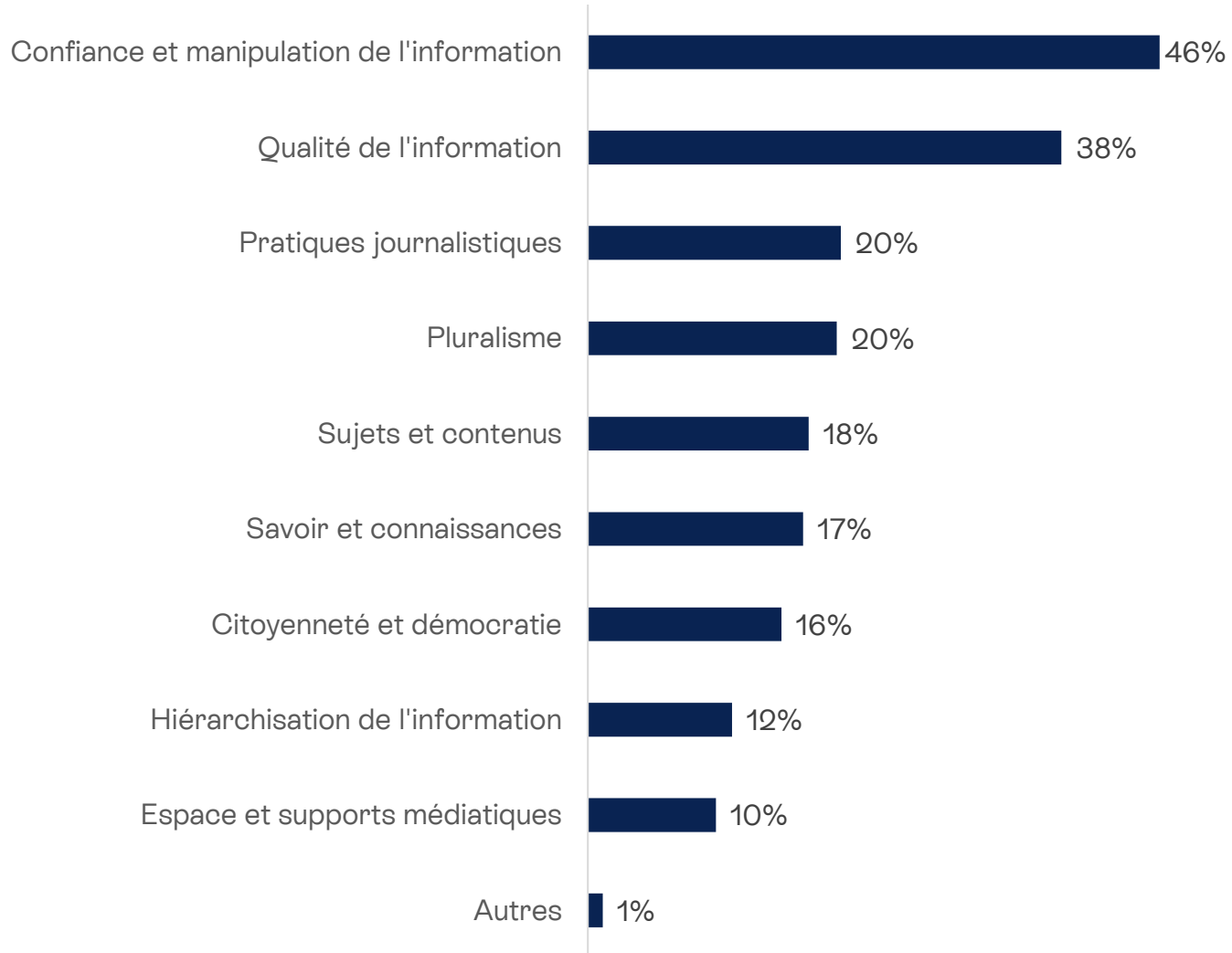
2

3

4

Référence de la question	Type	Métriques
 3.11 Quels sont les sujets dont les médias ne parlent pas assez ?	Ouverte	254 participants 553 contributions
 3.12 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour que les médias traitent des sujets qui intéressent davantage les citoyens ?	Fermée	1 235 participants 2 689 contributions
 3.13 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour lutter contre les manipulations de l'information ?	Fermée	1 995 participants 5 664 contributions
 3.14 Comment faudrait-il lutter contre les manipulations de l'information par des puissances étrangères ?	Fermée	1 963 participants 5 063 contributions
 3.15 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour former dès le plus jeune âge les citoyens de demain pour une information éclairée ?	Fermée	1 690 participants 4 358 contributions
 3.16 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour lutter contre les fausses nouvelles (fake news) et la désinformation ?	Fermée	1 688 participants 5 100 contributions
3.17 S'il ne fallait retenir qu'une seule action à mettre en place pour protéger le droit à l'information, quelle serait-elle ?	Ouverte	2 924 participants 3 679 contributions
3.18 Écrivons ensemble le futur de l'information. Imaginez-vous en 2035 : à quoi ressemble le journalisme de demain ?	Ouverte	2 319 participants 2 953 contributions

3.1 Quels sont les 3 mots qui vous viennent à l'esprit quand on parle d'information ? (1/3)



À retenir

Le corpus de réponses à cette question traite de sujets particulièrement variés. **Certains mots apparaissent à la fois de façon positive et négative** (partialité VS impartialité, exhaustivité VS superficialité, parti-pris VS neutralité, etc.)

Près de la moitié (46%) des participants ont partagé au moins un mot lié au sujet de la **confiance en l'information** – et sa rupture (désinformation, manipulation, mais aussi indépendance, objectivité, vérité par exemple).

Le sujet de la **qualité de l'information** est également fréquemment mentionné (38% des participants). Il est notamment renforcé par des mots tels que fiabilité, source, véracité.

Certains mots se rapportent au **métier de journaliste** (20%), pendant que la thématique du **pluralisme** (20%) met en avant les enjeux de conflits d'intérêts, de concentration médiatique et de diversité des points de vue.

Enfin, les participants ont également mentionné des mots se rapportant aux contenus et au choix de **sujets** (18%), à la **pédagogie** (de l'EMI au rôle des médias dans la vulgarisation), aux enjeux de **démocratie**, et enfin à la **hiérarchisation** des informations et aux supports utilisés..

3.1 Quels sont les 3 mots qui vous viennent à l'esprit quand on parle d'information ? (2/3)

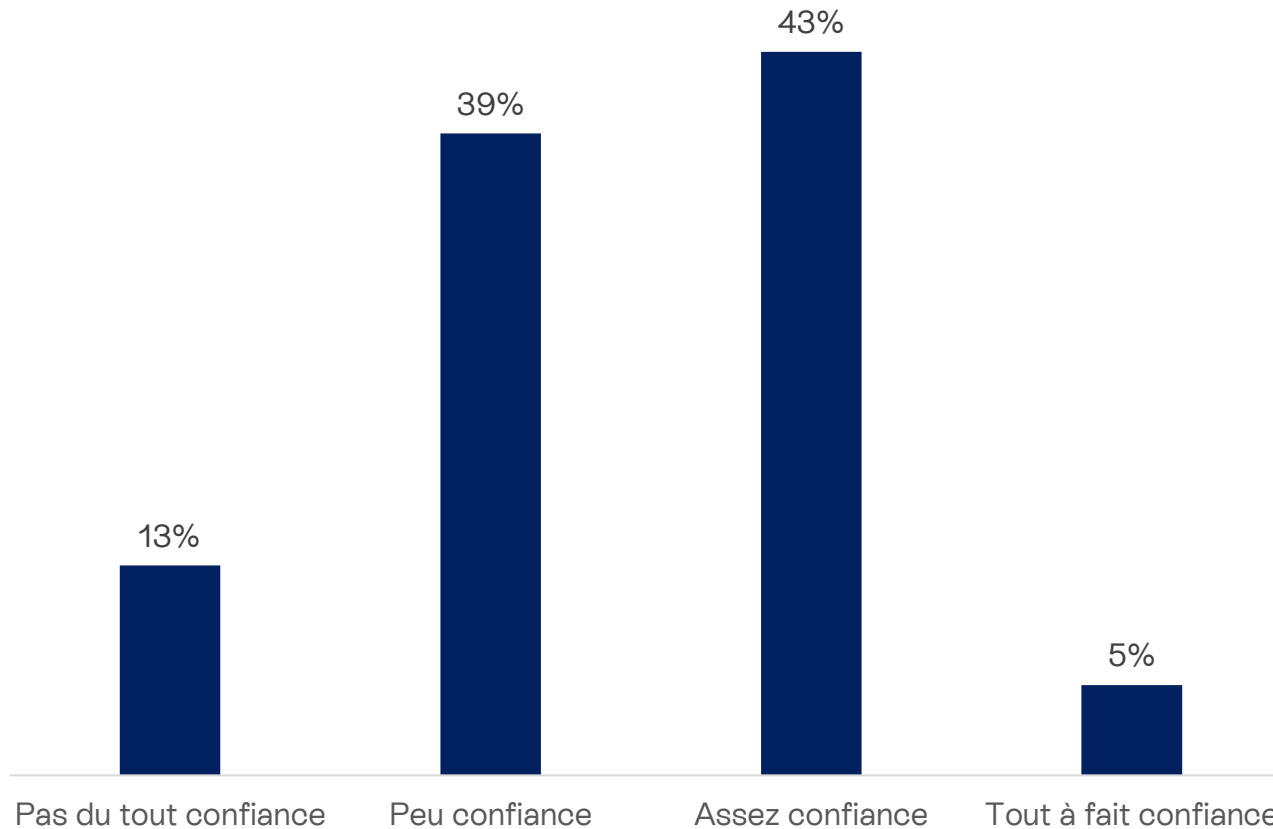
Groupes thématiques	% de participants*	Sous-groupes thématiques
Confiance et manipulation de l'information	46%	Désinformation (12%) ; Manipulation (10%) ; Indépendance (7%) ; Objectivité (6%) ; Partialité ou impartialité (5%) ; Vérité (4%) ; Propagande (3%) ; Mensonge (2%) ; <i>Subjectivité (1%) ; Méfiance, doute (1%) ; Influence (1%) ; Contrôle (1%) ; Pouvoir (1%) ; Censure (1%) ; Idéologie (1%) ; Capitalisme, entreprise (0%) ; Vigilance (0%) ; Confiance (0%) ; Argent (0%)</i>
Qualité de l'information	38%	Fiabilité (13%) ; Source (10%) ; Faits (6%) ; Véracité (5%) ; Superficialité (3%) ; Rigueur et précision (3%) ; Transparence (2%) ; <i>Information moyenne (1%) ; Clarté (1%) ; Qualité (1%) ; Exhaustivité (1%) ; Données (1%) ; Documentation (0%) ; Informateur (0%) ; Preuve (0%) ; Recoupement (0%) ; Approximation (0%)</i>
Pratiques journalistiques	20%	Journalisme (6%) ; Sensationalisme (5%) ; Intégrité, sérieux (4%) ; Enquête (3%) ; Rapidité, immédiateté (2%) ; <i>Honnêteté (1%) ; Professionnalisme (1%) ; Compétence (0%) ; Protection des sources (0%)</i>
Pluralisme	20%	Points de vue (6%) ; Parti-pris et conflits d'intérêt (5%) ; Pluralisme et diversité (5%) ; Concentration médiatique (2%) ; Neutralité (2%) ; <i>Pensée unique (1%) ; Contradictoire (0%) ; Perspective (0%) ; Équilibre (0%)</i>

3.1 Quels sont les 3 mots qui vous viennent à l'esprit quand on parle d'information ? (3/3)

suite

Groupes thématiques	% de participants*	Sous-groupes thématiques
Sujets et contenus	18%	Actualités (8%) ; Négativité et mauvaises nouvelles (3%) ; Ouverture (sur le monde) (3%) ; Climat anxiogène (2%) ; <i>Redondance (1%) ; Culture (1%) ; Réalité (1%) ; Événements (0%) ; Image (0%) ; Témoignage (0%) ; Économie (0%)</i>
Savoir et connaissances	17%	Savoir et connaissances (5%) ; Esprit critique et prise de recul (4%) ; Analyses (4%) ; Éclairage, pédagogie (2%) ; <i>Éducation (1%) ; Contextualisation (1%) ; Réflexion (1%) ; Renseignement (0%) ; Interprétation (0%) ; Curiosité (0%) ; Hall d'entrée (0%) ; Approfondissement (0%) ; Caractère intéressant (0%)</i>
Citoyenneté et démocratie	16%	Liberté d'expression (5%) ; Démocratie (3%) ; Politique (3%) ; Citoyenneté (2%) ; <i>Débat (1%) ; Droit (1%) ; Service public (1%) ; Société (1%) ; Polémique (0%) ; Argumentation (0%) ; Populisme (0%)</i>
Hiérarchisation de l'information	12%	Nécessité et utilité (6%) ; Infobésité (4%) ; <i>Pertinence (1%) ; Sélection (1%) ; Information (1%) ; Complexité (0%) ; Hiérarchisation (0%) ; Synthèse (0%) ; Discernement (0%)</i>
Espace et supports médiatiques	10%	Médias (3%) ; Presse (2%) ; <i>Partage et diffusion (1%) ; Réseaux sociaux et internet (1%) ; Communication (1%) ; Télévision (1%) ; Radio (1%) ; Public (0%) ; Publicité (0%)</i>
Autres	1%	Autres (1%)

3.2 Avez-vous confiance dans l'information produite par les médias ?



À retenir

L'évaluation de la **confiance dans l'information produite par les médias** révèle un **faible niveau de confiance**.

En effet, un peu plus de la **moitié des participants (52%) déclarent avoir peu ou pas du tout confiance** dans les médias.

A contrario, 43% expriment avoir assez confiance et **seulement 5% ont une confiance totale**.

3.3 D'après vous, quelles sont les priorités pour améliorer l'information ?



À retenir

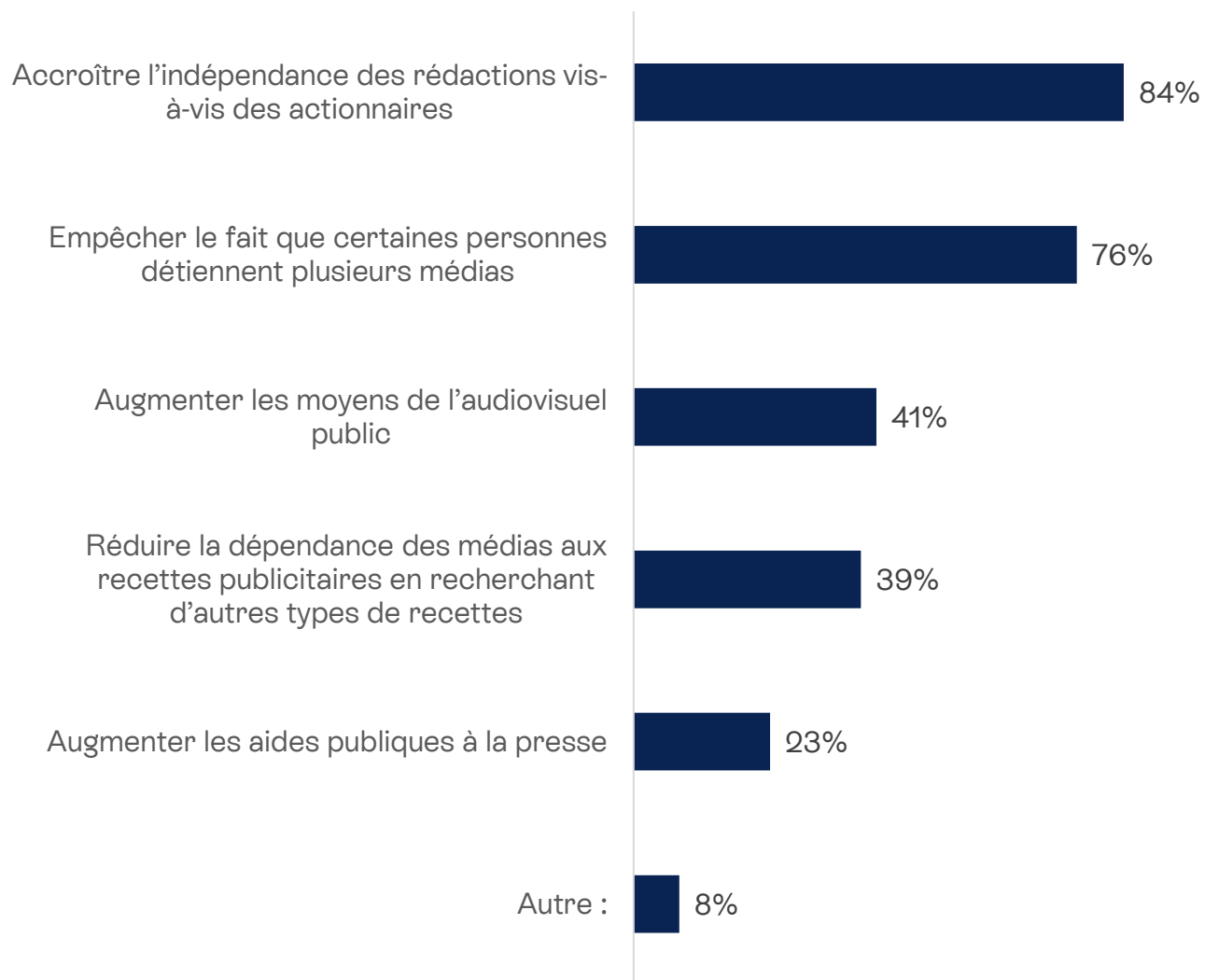
Le niveau des participations reflète une importance quasiment équivalente de l'ensemble des enjeux proposés. Elles témoignent de réelles aspirations pour une société mieux informée, mieux éduquée.

La protection des journalistes et leurs sources (56%) est suivie de très près par **l'urgence de mettre en place des mesures efficaces pour contrer manipulations d'informations (55%)**.

Les sujets d'**éducation aux médias (47%)**, la **diversité des avis et opinions (45%)** ainsi que la **stabilité économique des médias (44%)** arrivent en seconde position.

La **demande de contenus qualitatifs et fiables, adaptés aux attentes du public**, obtient un soutien de 35%, soulignant une attente de qualité dans la diffusion de l'information.

3.4 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour améliorer l'indépendance des médias ?



À retenir

Les participants ayant répondu à la question plébiscitent très largement les **solutions liées au financement et au contrôle des médias par leur actionariat**. En effet, les deux solutions qui arrivent largement en tête avec **84% et 76% des répondants** concernent **l'indépendance des rédactions vis-à-vis des actionnaires** et le fait d'**empêcher la détention des médias par un actionnaire unique**.

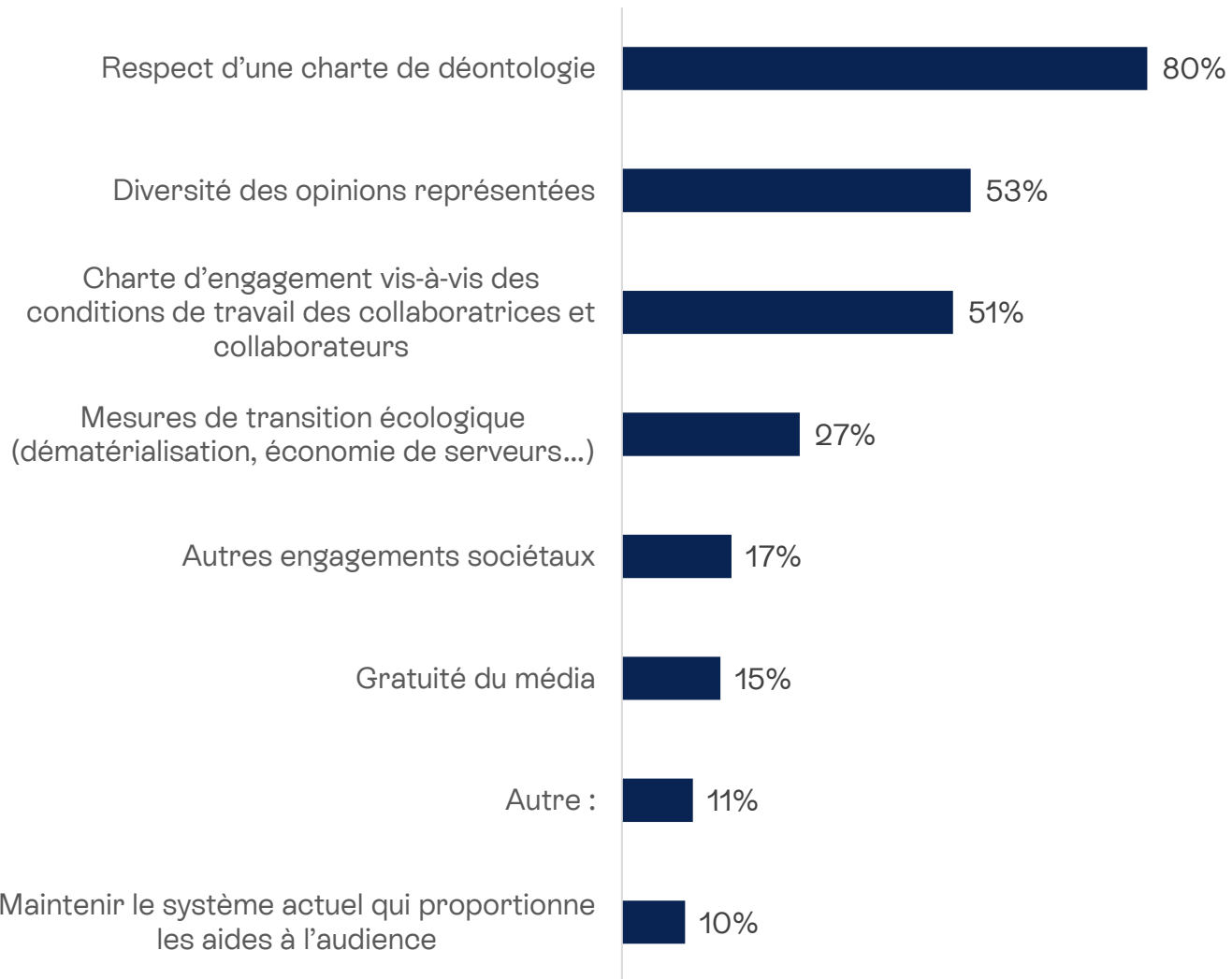
Deux autres solutions **liées au financement des médias** recueillent également le soutien des participants : **l'augmentation des moyens de l'audiovisuel public** (41%) et la **réduction de la dépendance aux recettes publicitaires via le développement d'autres types de recettes** (39%).

3.4 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour améliorer l'indépendance des médias ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Créer un service public de la presse assurant son financement indépendant »
- « Promouvoir de nouvelles formes juridiques et de gouvernance pour les médias de type société de média à but non lucratif, détention du capital par une association à but non lucratif (modèle Ouest-France), coopérative de salariés et de journalistes à 100% du capital, etc. »
- « Que les citoyens puissent devenir actionnaires ou faire partie de la gouvernance des médias »
- « Rétablir la taxe sur l'audiovisuel public »
- « Meilleure formation des journalistes sur "l'impartialité" et la "neutralité" de l'information, aujourd'hui on dirait que les journalistes cherchent à "convaincre" plutôt que "comprendre" »
- « Créer des Ordres professionnalisés des journalistes »

3.5 S'il fallait conditionner les aides à la presse, quels devraient en être les 3 principaux critères ?



À retenir

L'idée **d'engagement et d'éthique** se retrouve largement dans les **critères de conditionnalité** des aides plébiscités par les participants. Ces deux idées se retrouvent dans le choix de la proposition visant le **respect d'une charte de déontologie** (80%) ou encore d'une **charte d'engagement** vis-à-vis des conditions de travail des journalistes (51%).

La **diversité des opinions représentées** recueille également un appui massif de 53%, illustrant la nécessité perçue d'encourager une pluralité d'opinions dans le paysage médiatique.

Les engagements écologiques (27%) et sociétaux (17%) ressortent également des réponses des participants.



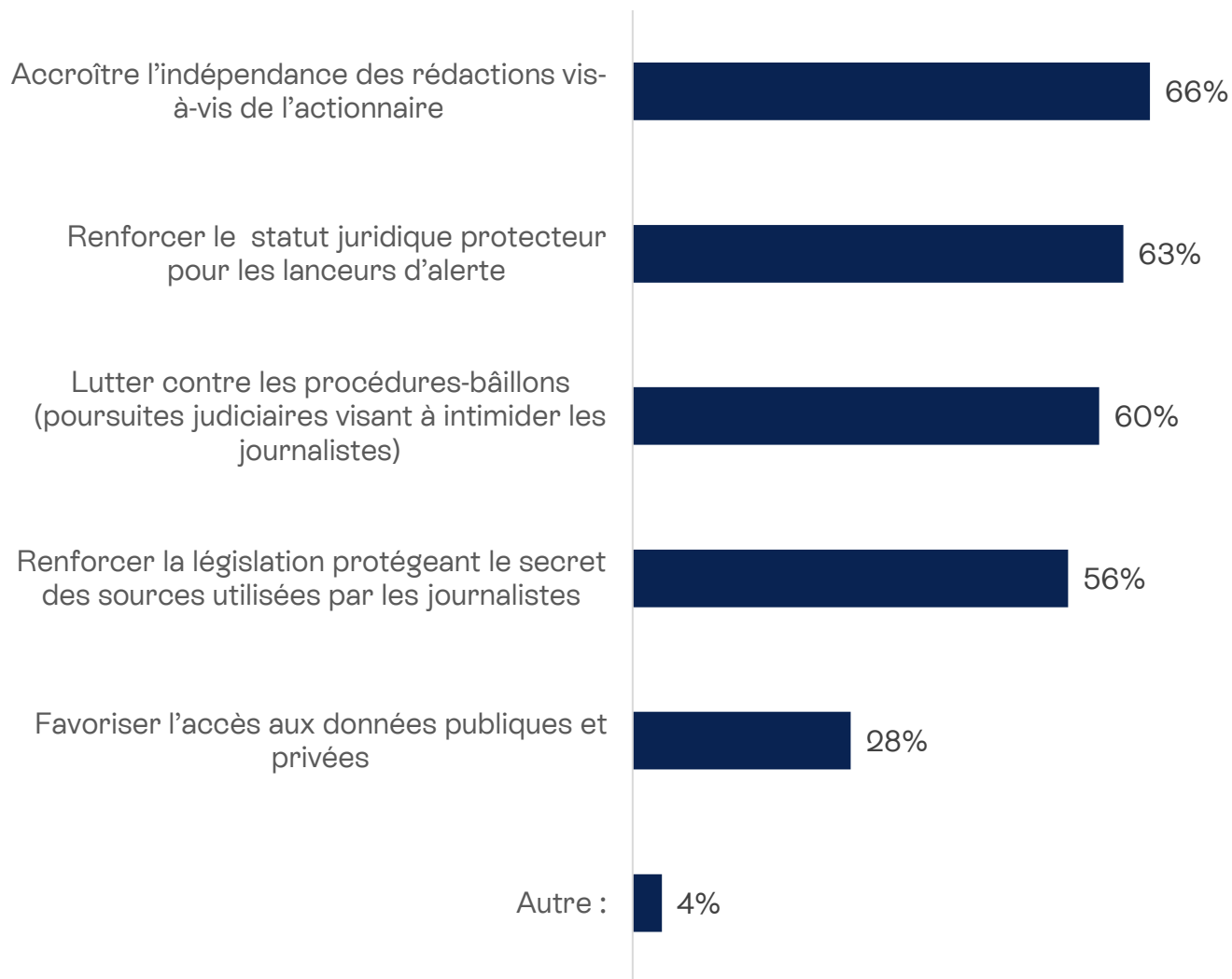
3.5 S'il fallait conditionner les aides à la presse, quels devraient en être les 3 principaux critères ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Conditionner les aides à la presse au respect de pratiques journalistiques considérées comme vertueuses : meilleure prise en compte des attentes des citoyens-lecteurs, plus grande diversité de la couverture territoriale, suivi dans le temps d'un événement (droit de suite), pratiques de fact-checking, transparence sur le choix des experts et sur les partis pris du journaliste, etc. »
- « Charte d'indépendance, d'éthique, de fiabilité des informations »
- « Indépendance des rédactions vis-à-vis des actionnaires » / « Indépendance totale de la rédaction »
- « Emploi de journalistes (carte de presse) afin d'éviter la précarisation des journalistes ET la prolifération de médias type reworld »
- « Interdire la possession de la presse par des milliardaires et millionnaires »
- « Aide publique conditionnée à un engagement qualitatif d'enquêtes »
- « Respect d'une charte de déontologie incluant l'interdiction des fausses informations et les conditions de travail des collaborateurs.ices. »
- « L'aide doit être inversement proportionnelle à l'audience pour aider les petits à grandir »
- « Conditionner l'aide publique à la non-diffusion de fausses informations susceptibles d'influencer le débat public »



3.6 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour protéger les journalistes et leurs sources ?



À retenir

Ici encore, les réponses confèrent une importance quasiment équivalente à l'ensemble des solutions proposées.

La protection des journalistes et de leurs sources passe tout d'abord par l'**indépendance des rédactions** vis-à-vis des financeurs (66%), mais aussi par des **mesures juridiques** comme la protection légale des lanceurs d'alerte (63%), la lutte contre les procédures-bâillons (60%) ou encore la protection des sources (56%).

1

2

3

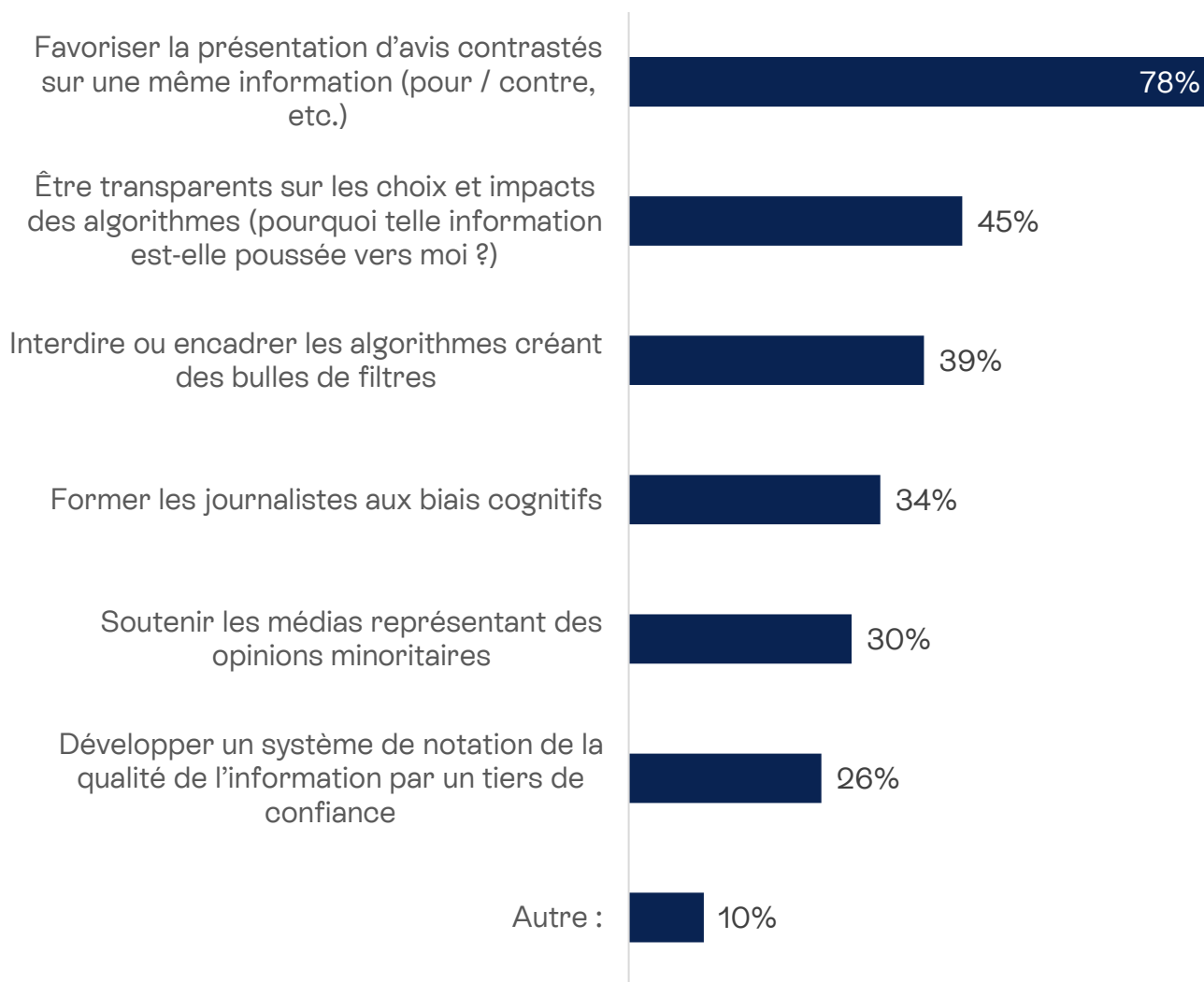
4

3.6 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour protéger les journalistes et leurs sources ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Exercer des sanctions judiciaires sévères contre les auteurs de menaces ou pressions sur les journalistes ou leurs sources »
- « Créer un ordre national des journalistes »
- « Renforcer les chartes et comités d'éthique des médias, les rendre contraignantes »
- « Faire appliquer les juridictions, les lanceurs d'alerte ne sont pas protégés »
- « Punir les lanceurs de fausses informations. »
- « Empêcher la garde à vue d'une journaliste pour connaître ses sources (Ariane Lavrilleux, au hasard) quelques jours avant le lancement des Etats généraux de l'information... »

3.7 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour favoriser une diversité d'avis et d'opinions?



À retenir

Près de **80%** des participants aimeraient voir **davantage d'opinions contrastées sur une même information, gage d'une variété d'avis et de perspectives.**

La **demande de transparence sur les choix et les impacts des algorithmes (45%)** arrive en seconde position. L'idée d'interdire ou de réglementer les algorithmes engendrant des bulles de filtres (39%) paraît également pertinente aux yeux des participants.

Arrivent ensuite la **formation des journalistes aux biais cognitifs (34%)**, le **soutien aux médias représentant des opinions minoritaires (30%)** ou encore le **développement d'un système de notation de la qualité de l'information par un tiers de confiance (26%)**.

1

2

3

4

3.7 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour favoriser une diversité d'avis et d'opinions ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Légiférer de manière à garantir une pluralité de médias »
- « S'inspirer de Reporters d'Espoirs qui incite les journalistes à valoriser des solutions aux problèmes qu'ils soulèvent: le journalisme de solutions »
- « Diversifier le profil des journalistes (genre, diversité, âge, localisation géographique, etc.) »
- « Création d'une sorte de conseil de l'ordre des journalistes, garant de leur probité et du respect de l'éthique ? »
- « Développer les émissions de débats contradictoires avec un animateur seulement distributeur de paroles. »
- « Garantir l'indépendance des rédactions par rapport aux actionnaires »
- « Flécher les aides à la presse vers une multitude de petits médias plutôt que quelques gros »
- « Une formation non partisane des journalistes. Déontologie »

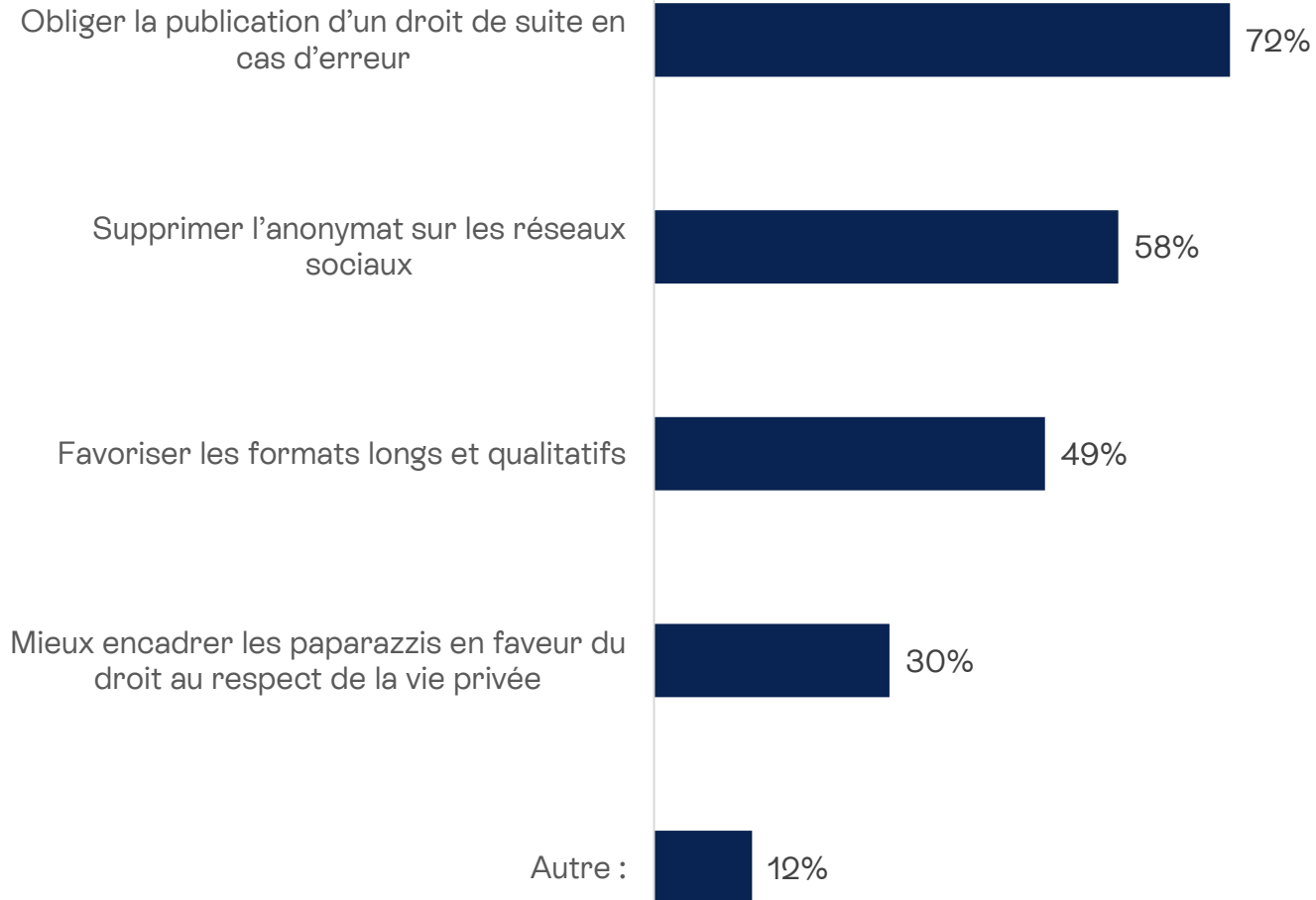
3.8 Comment limiter l'infobésité et les contenus sensationnalistes ?

1

2

3

4



À retenir

L'**obligation de publication d'un droit de suite en cas d'erreur** apparaît très largement comme le principal rempart à l'infobésité et aux contenus sensationnalistes aux yeux des participants.

Une seconde solution, majoritairement exprimée à 58%, vise la **suppression de l'anonymat sur les réseaux sociaux**.

Favoriser les formats longs et qualitatifs mobilise près de la moitié des répondants.

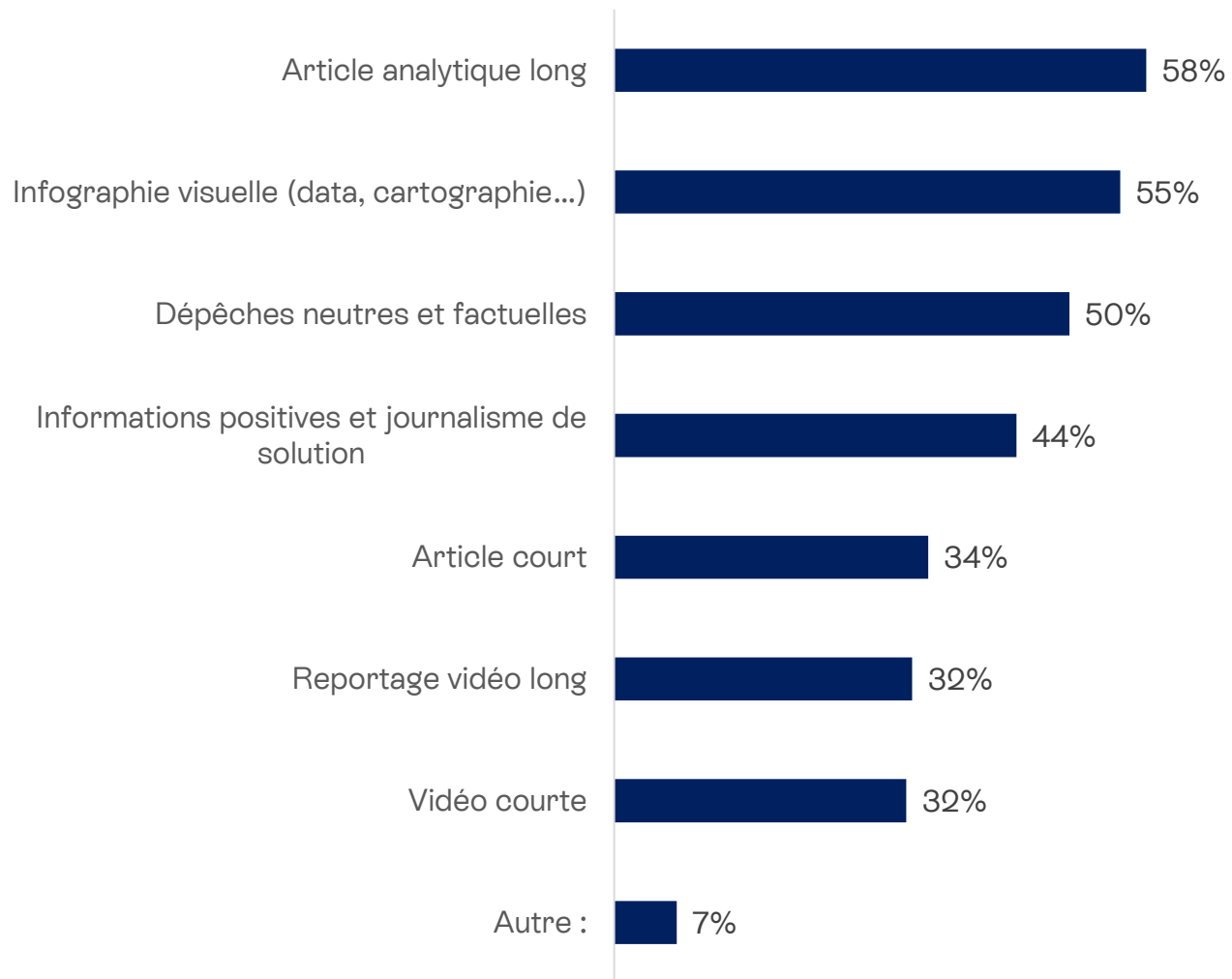
Enfin, un meilleur **encadrement des paparazzis en faveur du droit au respect de la vie privée** recueille le soutien de près d'un tiers des répondants.

3.8 Comment limiter l'infobésité et les contenus sensationnalistes ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Publier un indice de saturation de l'espace médiatique sur une information donnée afin de générer un réflexe d'auto-contrôle de la part des journalistes »
- « Responsabiliser les plateformes sur le contenu »
- « Pouvoir réellement bloquer à titre individuel certains spams et pushing » / « Encadrer les « push » de News sur les applis (fréquence, qualité, etc.) »
- « Arrêter d'inviter des "pseudos experts" pour tous les sujets évoqués. Stopper ces chaînes d'infos en continu où seulement 1/10ème des journalistes sont sur le terrain. »
- « En finir avec la course à l'audimat qui pousse à mettre en avant des sujets très subalternes »
- « Limiter le traitement d'une même information dans le temps »
- « Ne plus financer grâce aux annonceurs, ne pas baser les aides sur le nombre de lecture des articles »

3.9 À titre personnel, quels types de contenus préférez-vous ?



À retenir

Trois types de contenus emportent la préférence des participants, chacun mobilisant plus de 50% des répondants.

Arrivent en tête les **articles analytiques longs** (58%), les **contenus visuels** (55%) et les **dépêches neutres et factuelles** (50%).

Les **informations positives et le journalisme de solution** affichent un taux de 44%, reflétant un intérêt significatif pour des nouvelles constructives.

3.9 À titre personnel, quels types de contenus préférez-vous ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Dossiers thématiques pouvant mêler différentes formes (interview, articles...) ou en plusieurs épisodes permettant d'apporter des éclairages, données, faits... sous différents angles ou points de vue »
- « Emission de radio, entretiens »
- « Podcasts, entretiens avec des experts »
- « Reportages et enquêtes approfondies avec travail d'investigation labellisée par plusieurs médias. »
- « Interview thématique de spécialiste »
- « Entretiens questions-réponses »
- « Débat experts et acteurs. Analyses historiques et géopolitiques »
- « Les articles de synthèse qui mettent en exergue les tenants et les aboutissants d'une information afin de partager la dimension systémique (multi-dimension) d'un événement (idéalement sous la forme de cartographies synthétiques) »
- « Les débats d'idées »

3.10 Quels sont les sujets dont les médias parlent trop ?

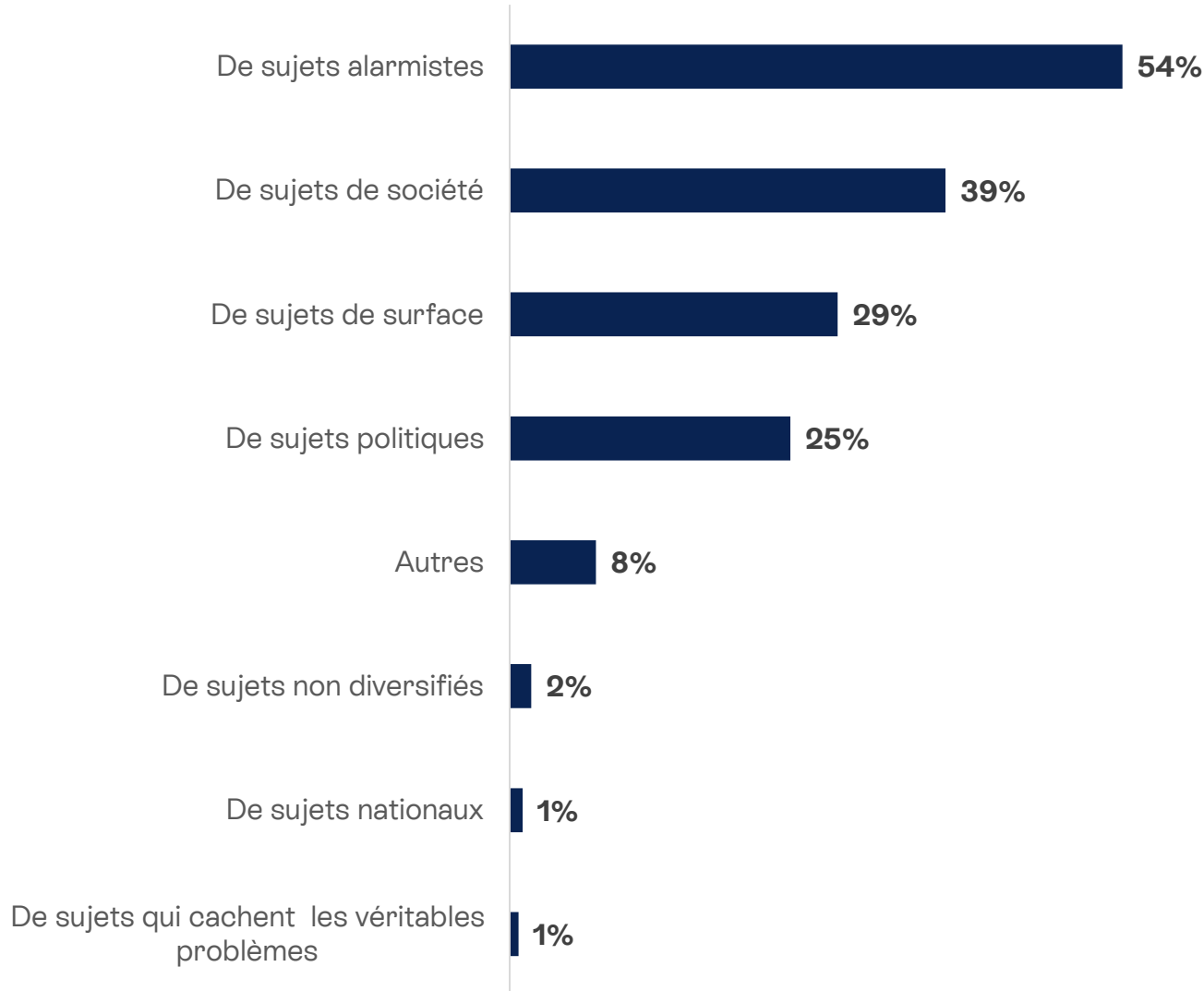
Question ouverte

1

2

3

4



À retenir

Pour plus de la moitié des répondants, les **contenus alarmistes** sont des sujets trop fréquemment abordés par les médias. Les participants relèvent spécifiquement les sujets qui concernent les faits divers, mais aussi les guerres, les sujets clivants, et les sujets négatifs en général.

La surmédiation de **sujets de société** est soutenue par près de 40% des participants, et plus spécifiquement les sujets relatifs à l'immigration, la crise climatique et écologique, l'insécurité, ou plus marginalement l'inflation et la religion.

Les **sujets de surface** sont mentionnés par 29% des répondants, notamment l'actualité sportive, mais aussi les péripéties de la vie des personnalités politiques, médiatiques, du showbiz.

Enfin, 25% des répondants considèrent la médiation des **sujets politiques** trop importante, mettant en lumière les aspects de la vie politique et des « petites phrases ».

3.10 Quels sont les sujets dont les médias parlent trop ?

Question ouverte

1

2

3

4

Catégories de propositions	# de propositions	Sous-catégories des propositions formulées par les participants*
De sujets alarmistes	54%	Des faits divers (24%) ; Des guerres (8%) ; Des sujets anxiogènes (8%) ; Des sujets clivants et polémiques (6%) ; De sensationnalisme (5%) ; Des punaises de lit (5%) ; De la violence (3%) ; De terrorisme (3%) ; Des nouvelles alarmantes (2%)
De sujets de société	39%	D'immigration (16%) ; De crise climatique et écologique (8%) ; D'insécurité (7%) ; D'inflation et pouvoir d'achat (6%) ; De religion (5%) ; D'économie (4%) ; D'affaires criminelles (4%) ; De diversité (wokisme, LGBTQ...) (2%) ; De la COVID-19 (2%) ; De l'abaya (2%)
De sujets de surface	29%	Du sport (10%) ; Des célébrités (10%) ; De sujets anecdotiques ou éphémères (8%) ; Des sujets du quotidien (3%) ; Des loisirs (cinéma, cuisine, culture) (3%)
De sujets politiques	25%	De politique en général (11%) ; De la vie politique (7%) ; De politique spectacle (5%) ; Des extrêmes (3%)
Autres	8%	Autres (6%)

Exemples de verbatims

« Il y a une course aux faits divers car ce sont des contenus qui génèrent le plus de clics, le plus d'audience »

« Ce qui fait de l'audience et qui choque »

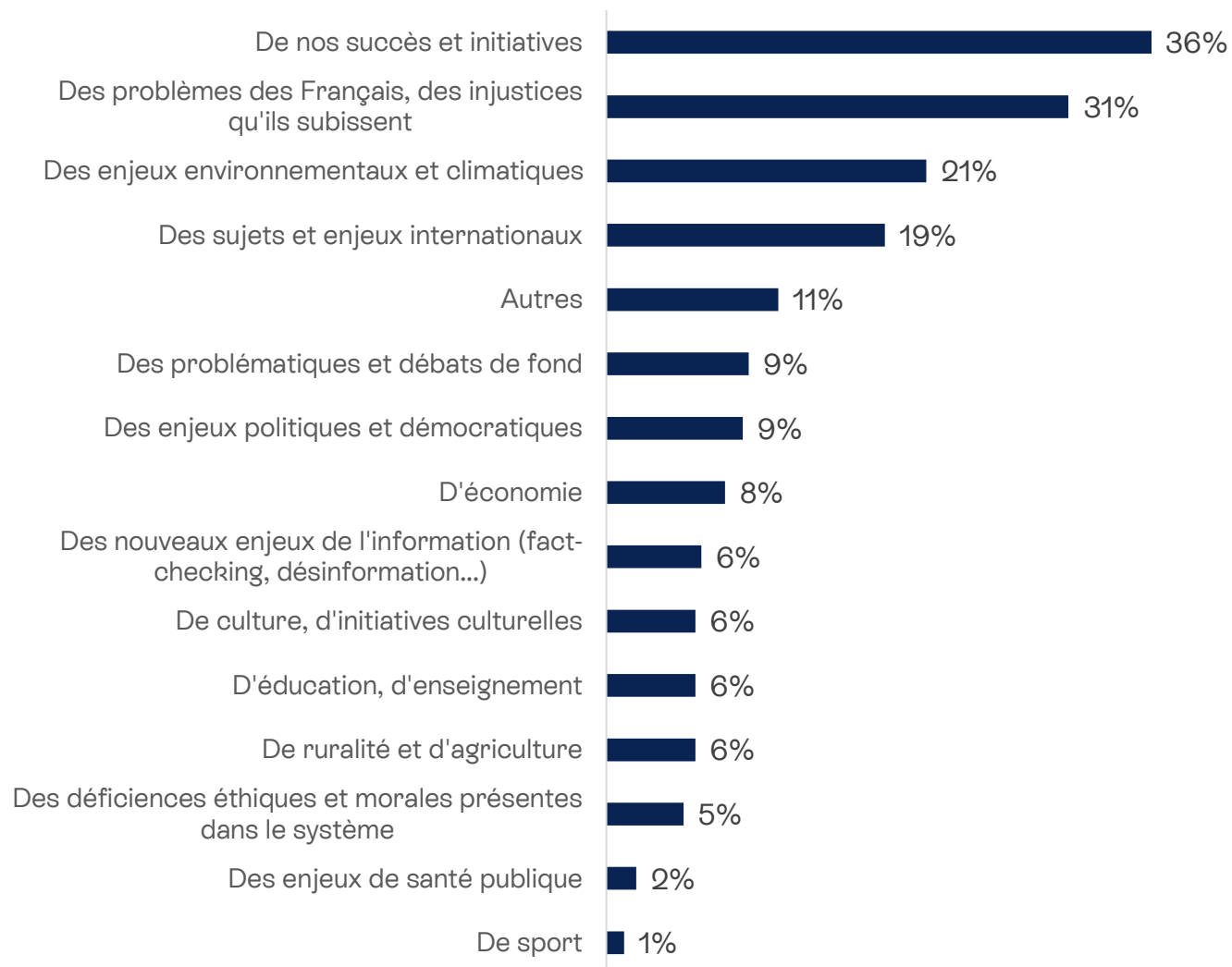
« Les événements sensationnels »

« La surmédiation politique actuelle »

Autres catégories : de sujets non diversifiés (2%), des sujets qui cachent de véritables problèmes (1%), des sujets nationaux (1%)

Les données sont exprimées en pourcentage des participants ayant répondu à la question. Par ailleurs, un participant peut indiquer plusieurs réponses : le total des pourcentages des idées peut donc dépasser les 100% !

3.11 Quels sont les sujets dont les médias ne parlent pas assez ?



À retenir

Lorsqu'il s'agit d'identifier les sujets sous-médiatisés, 36% des répondants évoquent les **succès et initiatives positives**, soulignant la nécessité de contrebalancer la surmédiatisation des sujets négatifs. Les participants insistent sur l'importance de mettre en lumière les **initiatives réussies**, qu'elles soient innovantes ou citoyennes, à différentes échelles.

Le deuxième sujet mentionné est relatif aux **problèmes concrets du quotidien** des citoyens (31%), y compris rendre visible les injustices, violences et inégalités qu'ils peuvent subir.

21% des répondants mettent en avant le besoin de sensibiliser davantage sur les **enjeux environnementaux et climatiques** (et comment y faire face). Cette thématique est suivie par un souhait d'accroître la **couverture de l'actualité internationale** et des conditions de vie dans les pays européens et non européens (19%).

3.11 Quels sont les sujets dont les médias ne parlent pas assez ?

Question ouverte

Catégories de propositions	# de propositions	Sous-catégories des propositions formulées par les participants*
De nos succès et initiatives	36%	De ce qui va bien, des initiatives positives (18%) Des réussites et initiatives (personnelles, locales, nationales ou internationales) (16%) Du vivre ensemble (5%) Des avancées scientifiques (5%)
Des problèmes des Français, des injustices qu'ils subissent	31%	Du quotidien des Français : problèmes et besoins (9%) D'inégalités et justice sociale (6%) Des enjeux sociétaux (4%) Des personnes discriminées et des minorités (femmes, personnes en situation de handicap...) (4%) De précarité, pauvreté (4%) Des violences systémiques (VSS, insécurité...) (4%) Du travail et conditions de travail (3%) Des difficultés de la jeunesse (3%) De la perte de pouvoir d'achat (2%)
Des enjeux environnementaux et climatiques	21%	Des enjeux écologiques, environnementaux (15%) Des enjeux climatiques (7%)
Des sujets et enjeux internationaux	19%	De l'actualité internationale (9%) Des enjeux géopolitiques, de politique internationale (7%) De l'Europe (4%) ; D'immigration (3%)
Autres	11%	Autres (11%)
Des problématiques et débats de fond	9%	Des problématiques et débats de fond (9%)
Des enjeux politiques et démocratiques	9%	De citoyenneté et démocratie (5%) Des enjeux des propositions politiques (4%)
D'économie	8%	D'économie (8%)
Des nouveaux enjeux de l'information (fact-checking, désinformation...)	6%	Des nouveaux enjeux de l'information (fact-checking, désinformation...) (6%)
De culture, d'initiatives culturelles	6%	De culture, d'initiatives culturelles (6%)

Autres catégories : De ruralité et d'agriculture (6%), D'éducation, d'enseignement (6%), Des déficiences éthiques et morales présentes dans le système (5%), Des enjeux de santé publique (2%), De sport (1%),

Exemples de Verbatims

« De projets positifs et qui rassemblent »

« De tout ce qui fonctionne, des belles initiatives qui nous montrent créativité et intelligence des humains quand ils font des choses ensemble »

« De réelles problématiques et solutions dans le quotidien des citoyens »

« De politique internationale, de géopolitique qui nous concerne »

Les données sont exprimées en pourcentage des participants ayant répondu à la question. Par ailleurs, un participant peut indiquer plusieurs réponses : le total des pourcentages des idées peut donc dépasser les 100% !

1

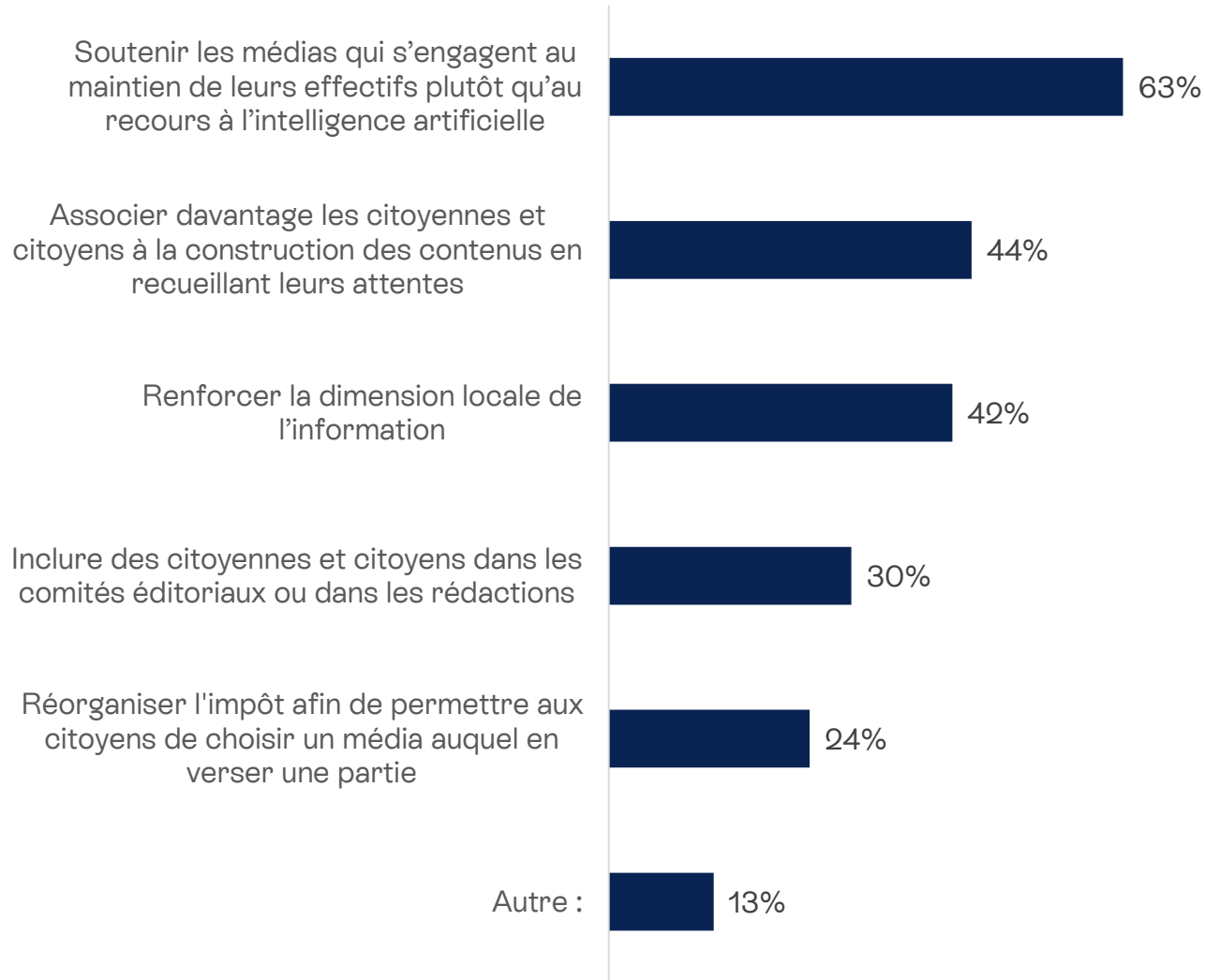
2

3

4



3.12 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour que les médias traitent des sujets qui intéressent davantage les citoyens ?



À retenir

Tout d'abord, des médias qui adressent les préoccupations et l'intérêt des citoyens sont des médias qui **placent l'humain au cœur du dispositif de production de l'information** plutôt que de recourir à l'Intelligence artificielle (soutenu par 63% des participants).

Ensuite, pour intéresser davantage le citoyen, les médias doivent davantage **co-construire leurs sujets et contenus** en recueillant les attentes de leurs lecteurs (44%) mais également être **au plus près des citoyens et citoyennes**, favorisant ainsi davantage une information locale (42%)

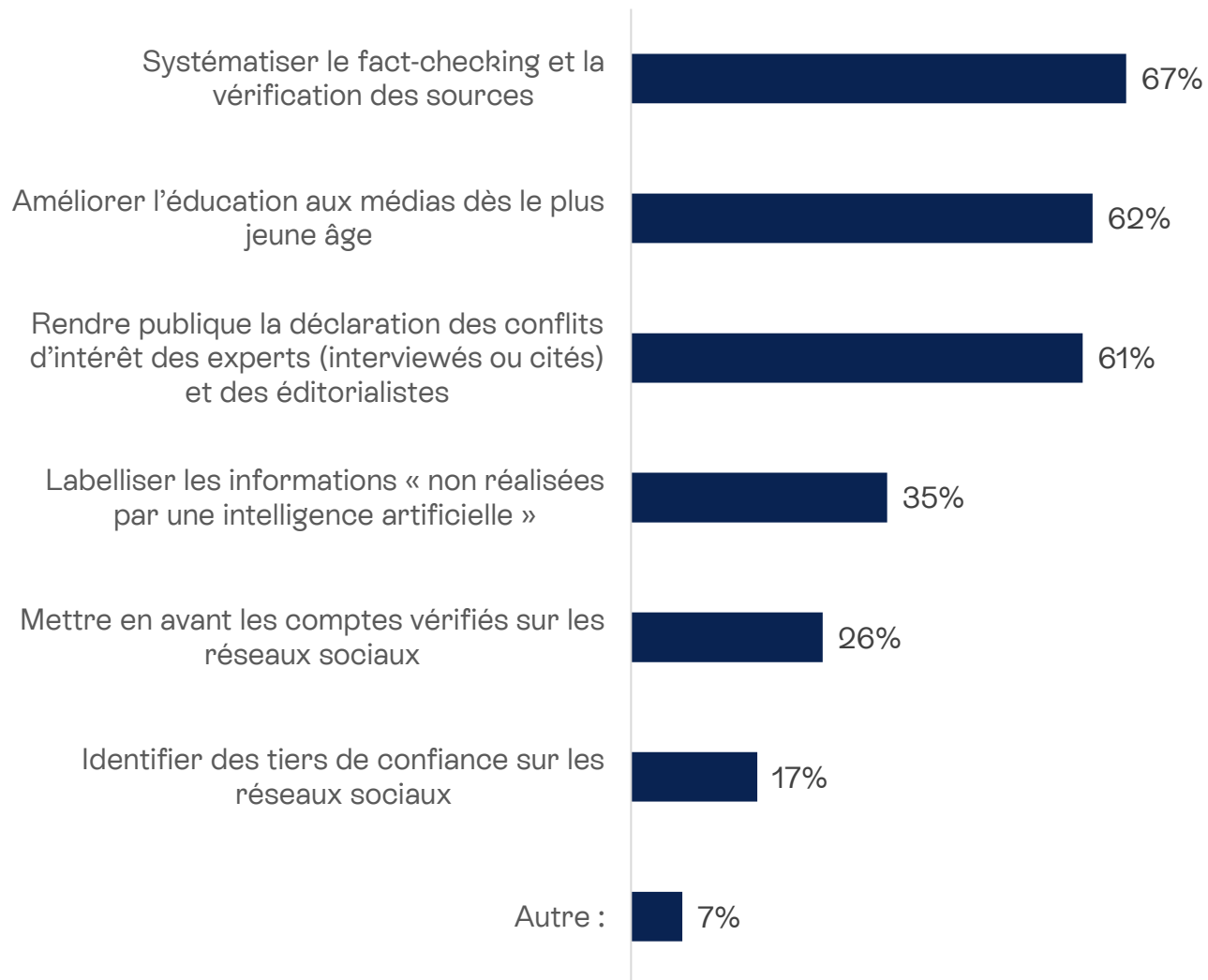
L'inclusion de citoyennes et citoyens dans les comités éditoriaux ou les rédactions, est appuyée par 30 % des répondants.

3.12 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour que les médias traitent des sujets qui intéressent davantage les citoyens ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Tirer des enseignements des enquêtes d'opinion »
- « Développer l'interactivité dans certaines émissions »
- « Choix des sujets en fonction du retentissement de l'événement sur la vie du citoyen : direct ou indirect »
- « Avoir un journalisme de qualité, fondé sur des études en profondeur et factuels sans sensationnalisme »
- « Équilibrer les informations locales, nationales et universelles sur un même sujet (vision globale d'un problème) »
- « Veiller à donner une information sur ce qui est le plus significatif en nombre, et non pas sur des situations exceptionnelles »
- « Diversifier l'information et arrêter les séquences "mono-sujet" (guerre en Ukraine puis guerre en Israël par exemple) »

3.13 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour lutter contre les manipulations de l'info. ?



À retenir

Les principales actions de lutte contre les manipulations se concentrent autour de la **vérification** (67% des participants soutiennent le fact-checking et la vérification des sources), l'**éducation** dès le plus jeune âge (62%) ou encore la **transparence** (61% soutiennent la publication des déclarations de conflits d'intérêt des experts et éditorialistes).

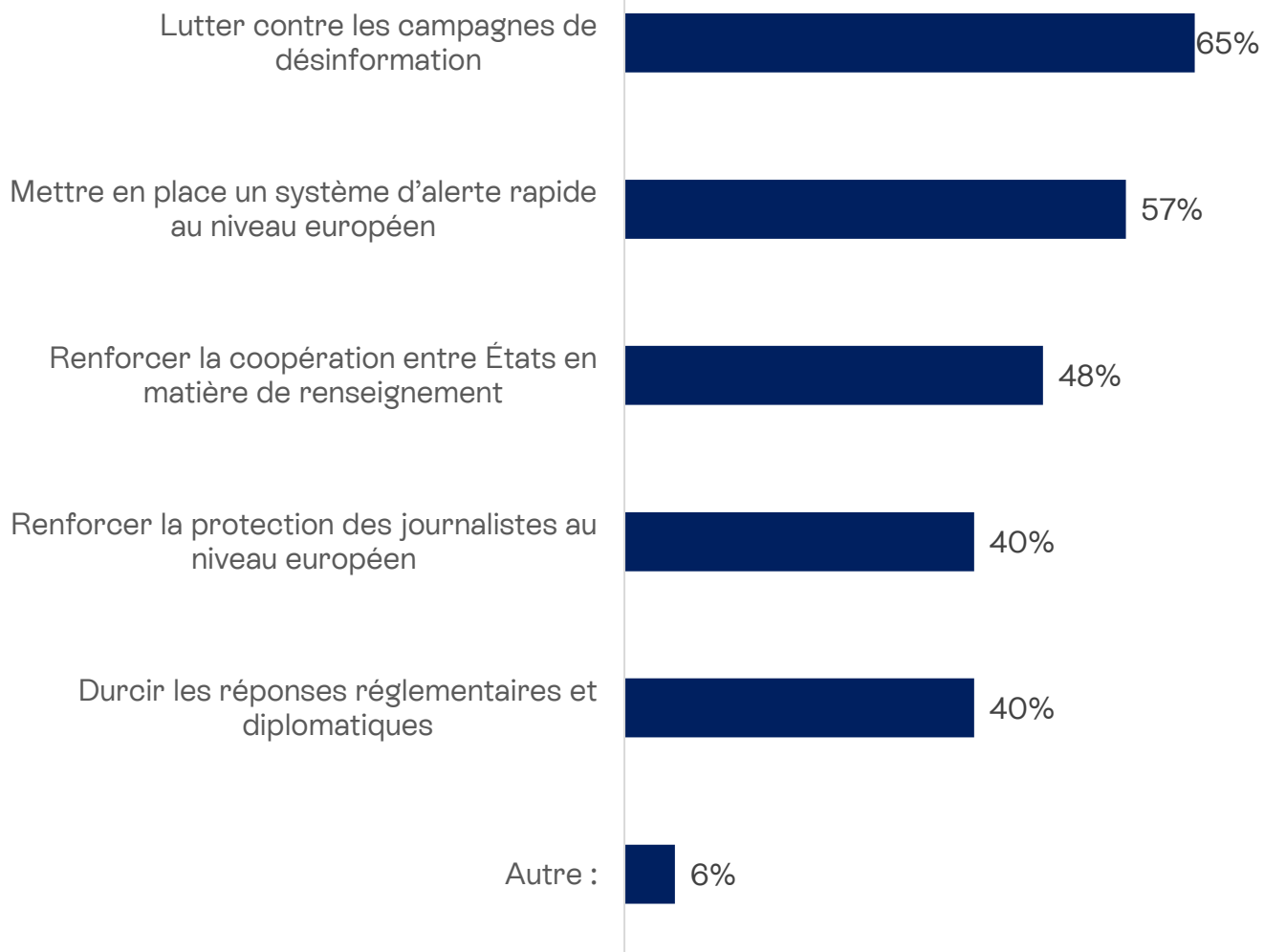
Dans une moindre mesure, d'autres solutions recueillent le soutien des participants telles que la **labellisation des informations non générées par une intelligence artificielle** (35%), la **mise en avant de comptes vérifiés sur les réseaux sociaux** (26%) ou l'**identification de tiers de confiance** (17%).

3.13 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour lutter contre les manipulations de l'info. ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Je pense qu'une des meilleures manières de lutter contre les manipulations de l'information seraient au maximum croiser les sources, cela pourrait être sur les réseaux sociaux par une proposition d'autres sources qui parle du même sujet lorsqu'on lit un article sur un sujet »
- « Créer un annuaire dans chaque média pour vérifier les contenus éditoriaux et leur impartialité »
- « Prévoir les moyens de poursuivre pénalement la diffusion de fausses informations »
- « Possibilité d'attaquer en justice avec aide juridictionnelle les sources d'information manipulées »
- « Définir (et appliquer) un processus de validation de l'information "réalisée par l'intelligence artificielle" »
- « Intégrer cette éducation à l'information tout au long de la scolarité y compris en université, et diffuser via les employeurs des notices rappelant les sites où vérifier / analyser les informations »
- « Durcir les conditions d'accès et de maintien au statut de journaliste »
- « Renforcer les moyens étatiques pour lutter contre les influences et main mises de pays étrangers sur les médias (cf. influence Russie / périodes de vote) »

3.14 Comment faudrait-il lutter contre les manipulations de l'information par des puissances étrangères ?



À retenir

En matière de lutte contre les manipulations de l'information par les puissances étrangères, **près des deux tiers (65%) des participants plébiscitent la lutte contre les campagnes de désinformation.**

En seconde position apparaît la **mise en place d'un système d'alerte rapide au niveau européen (57%).**

Le **renforcement de la coopération entre États en matière de renseignement** obtient un solide appui de 48%.

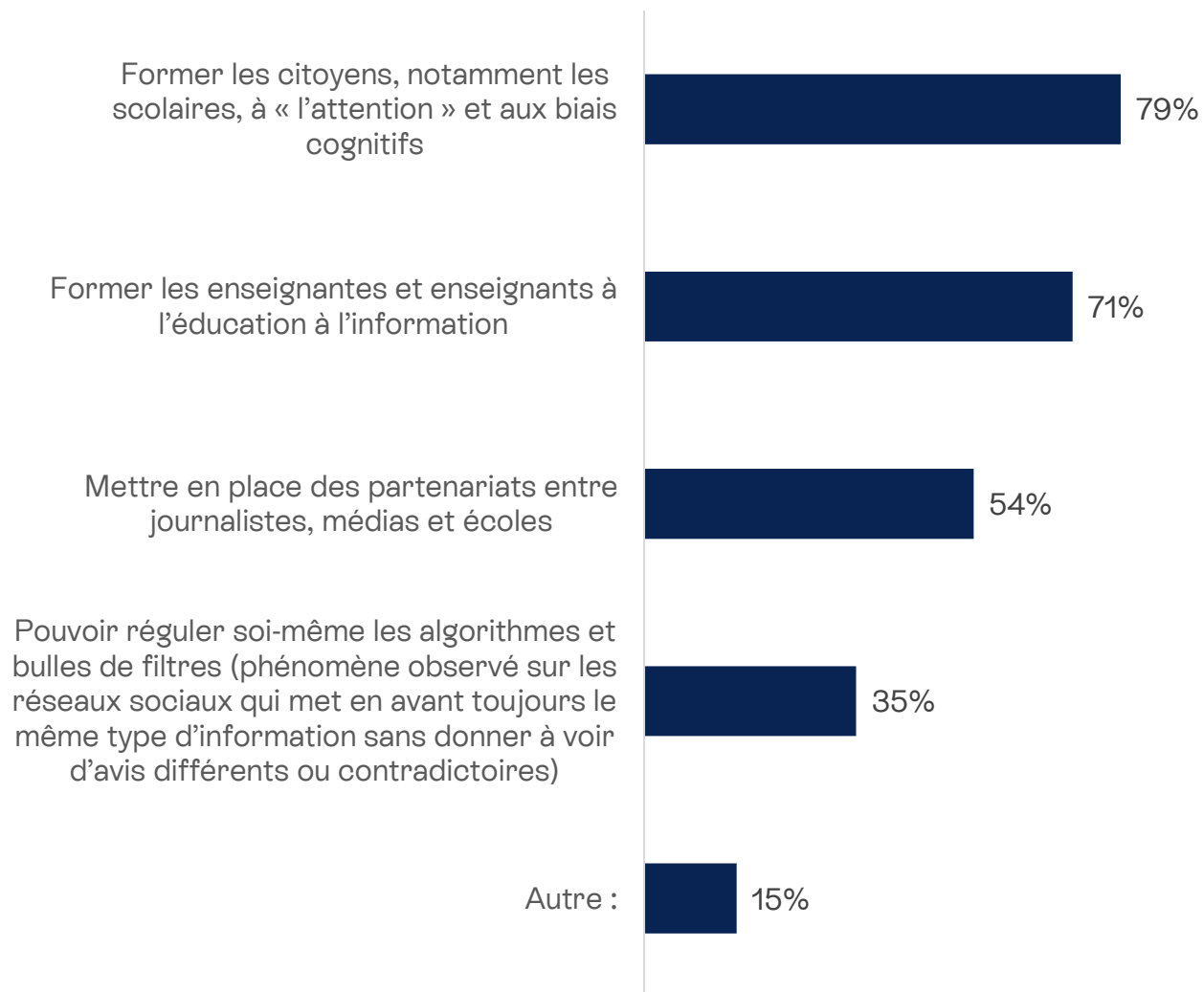
Enfin, le **durcissement des réponses réglementaires et diplomatiques, ainsi que le renforcement de la protection des journalistes au niveau européen**, affichent des taux respectifs de 40%.

3.14 Comment faudrait-il lutter contre les manipulations de l'information par des puissances étrangères ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Durcissement via la censure de ce qui provient de pays non démocratiques en termes de liberté de la presse »
- « Neutraliser les lobbies qui contrôlent la publicité »
- « Interdire toute subvention ou propriété étrangère. »
- « Exiger davantage de transparence de la part des plateformes en ligne concernant les publicités politiques et les comptes opérés à l'étranger. »
- « Parler plus explicitement et plus régulièrement des campagnes de désinformation dont nous avons les preuves qu'elles proviennent de puissances étrangères »

3.15 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour former dès le plus jeune âge les citoyens de demain pour une information éclairée ?



À retenir

En tête de liste, avec un soutien massif de 4/5ème des répondants, figure la **nécessité de former les citoyens, notamment les élèves, à « l'attention » et aux biais cognitifs.**

La **formation des enseignantes et enseignants à l'éducation à l'information** est également fortement valorisée (71%).

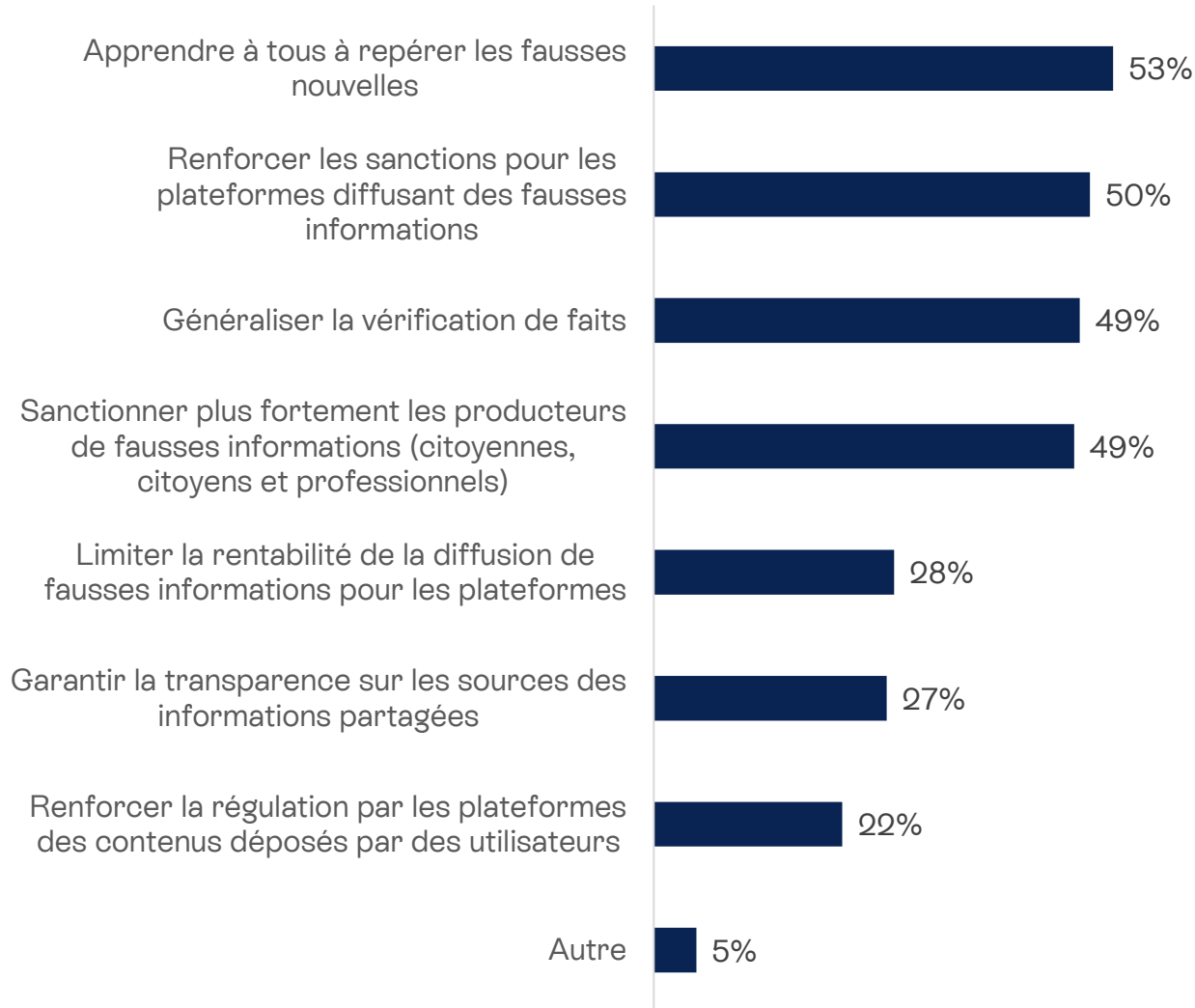
Arrivent ensuite la **mise en place de partenariats entre journalistes, médias et écoles** (54%) et la possibilité pour les individus de **réguler eux-mêmes les algorithmes et bulles de filtres** (35%).

3.15 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour former dès le plus jeune âge les citoyens de demain pour une information éclairée ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Former à l'esprit critique »
- « Favoriser l'émergence et la pérennité des médias scolaires »
- « Donner plus de place aux professeurs documentalistes qui sont les spécialistes de l'EMI dans les établissements scolaires »
- « Créer un référent EMI dans chaque établissement »
- « Renforcer l'histoire et l'instruction civique à l'école, bases de la construction du sens critique »
- « Intégrer une formation d'une heure par semaine à l'information et aux médias à partir du collège (avec exemples et exercices à partir de différents médias (photo, vidéo, écrit, réseaux sociaux ...)) »
- « Abonner des classes entières à des journaux avec visites des sièges de journaux et organisation de jeux-concours avec participation des journalistes aux côtés des enseignants »
- « Prévoir des réunions pour les parents d'élèves sur les médias, organiser des événements incluant les parents »

3.16 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour lutter contre les fausses nouvelles (fake news) et la désinformation ?



À retenir

Le niveau des participations reflète une **importance quasiment équivalente de l'ensemble des solutions proposées.**

Légèrement en tête (53%) figure l'impératif **d'apprendre à tous à repérer les fausses nouvelles.**

Les solutions visant à renforcer les sanctions pour les plateformes diffusant de fausses informations (50%) et à sanctionner plus sévèrement les producteurs de fausses informations (49%) révèlent une attention forte au **pouvoir de la sanction.**

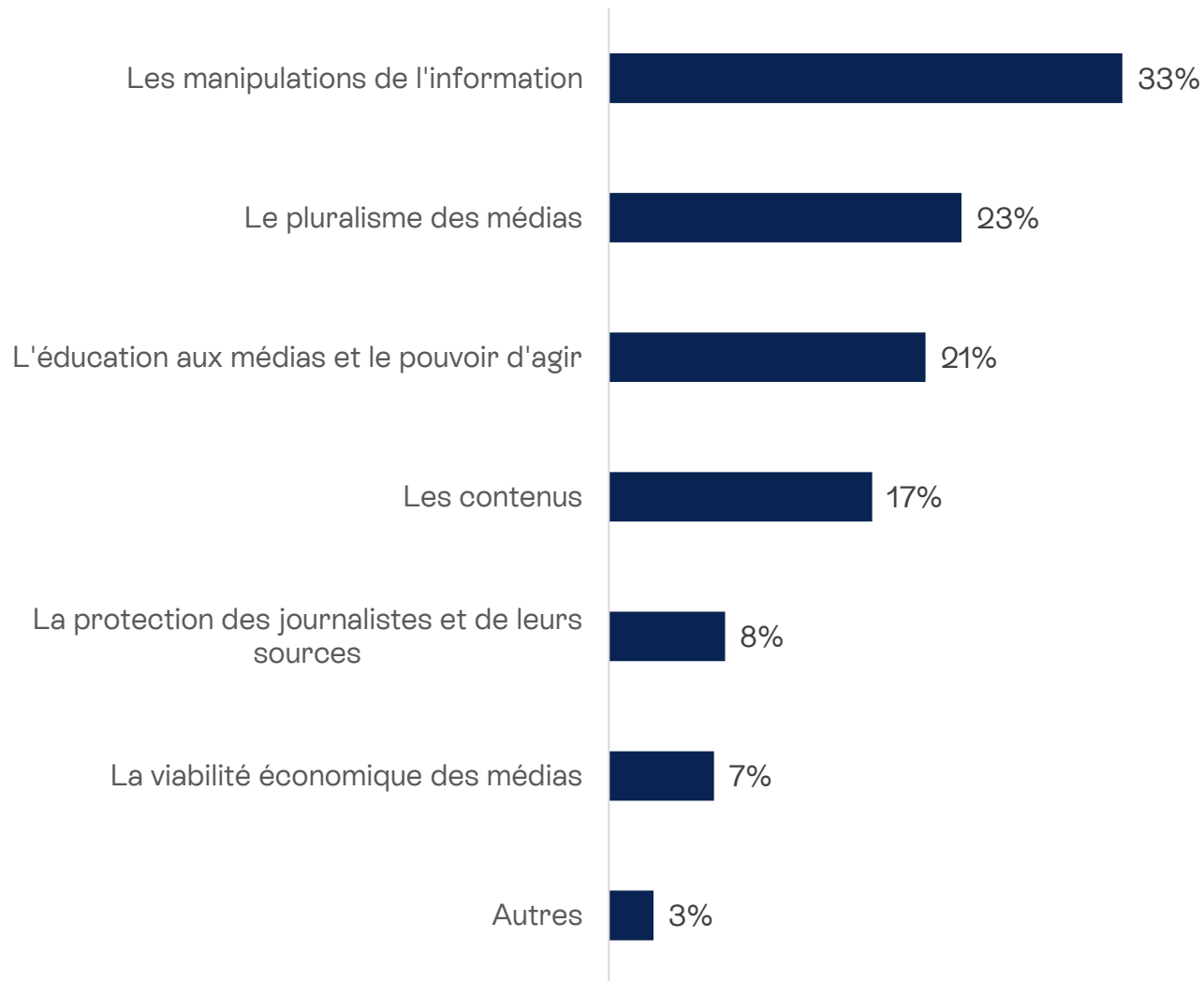
D'autres idées sont mentionnées autour de la transparence des sources, telles que la généralisation de la vérification des faits (49%) ou encore la garantie de la transparence des sources (27%)

3.16 Parmi ces solutions, lesquelles vous semblent les plus pertinentes pour lutter contre les fausses nouvelles (fake news) et la désinformation ?

Autres propositions – exemples de verbatims

- « Renforcer les sanctions pour les plateformes diffusant des fausses informations »
- « Mettre en place un signal "vérifiez l'info !" rendu obligatoire sur tous les sites, réseaux sociaux et plateformes d'information »
- « Une des clés importantes est de former à l'esprit critique. Mieux acculturer le public aux enjeux de l'information et aux conditions de la production de l'information sert à développer l'esprit critique des citoyen-n-e-s. »
- « vérification des faits via l'IA »
- « Rendre l'info-documentation et l'EMI obligatoires pendant la scolarité, dans l'emploi du temps des élèves et dispensés par les professeurs documentalistes »
- « Développer des médias publics de qualité (avec des moyens) dont on garantit l'indépendance et qui communiquent sur la "fabrique de l'information". Renforcer et valoriser l'éthique journalistique (sexisme, parité, pluralisme, indépendance des rédactions). »
- « Les réseaux sociaux possédés par des sociétés étrangères ne devraient pas dépendre d'une juridiction étrangère. Ils devraient avoir l'obligation de créer une filiale dans le pays avec un Conseil d'Administration en partie formé de membres nationaux. »

3.17 S'il ne fallait retenir qu'une seule action à mettre en place pour protéger le droit à l'information, quelle serait-elle ?



À retenir

Un tiers des participants estime prioritaire de lutter contre les **manipulations de l'information**, dont le détail des thèmes sous-jacents est indiqué page suivante.

Le **pluralisme** est également un sujet de préoccupation (23%), notamment du point de vue de la concentration médiatique et de la liberté d'expression.

La protection du droit à l'information passe également par l'éducation aux médias (21% des participants), et ce dès le plus jeune âge.

1

2

3

4

3.17 S'il ne fallait retenir qu'une seule action à mettre en place pour protéger le droit à l'information, quelle serait-elle ?

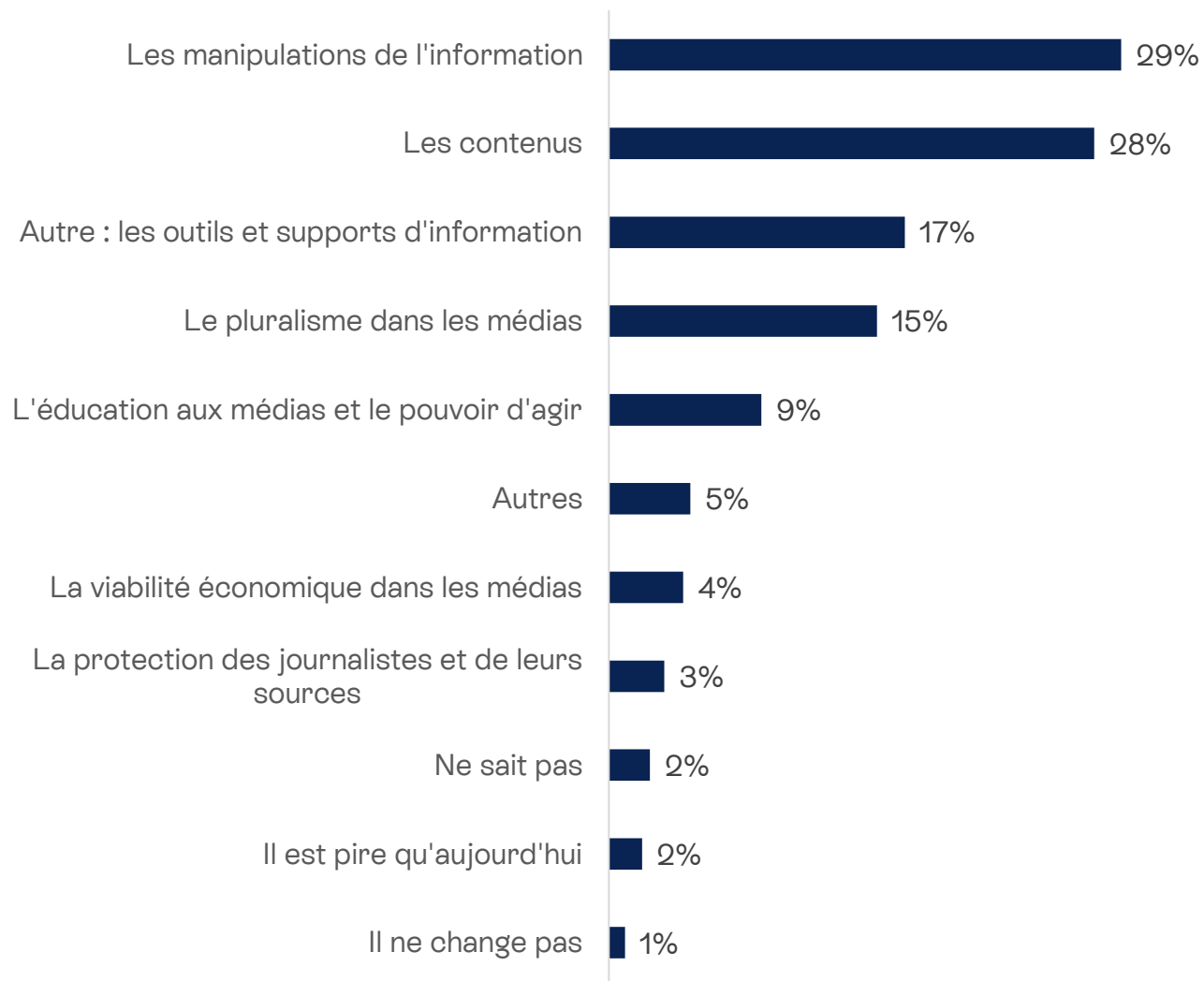
Groupes thématiques	% de participants *	Sous-groupes thématiques
Les manipulations de l'information	33%	Garantir l'indépendance de la presse (20%) ; Séparer les rédactions des actionnaires (5%) ; Sanctionner plus sévèrement la manipulation (4%) ; Lutter contre les fake-news des réseaux sociaux (4%) ; Supprimer l'anonymat des réseaux sociaux (2%)
Le pluralisme des médias	23%	Réguler la détention des médias (8%) ; Soutenir la liberté d'expression médiatique (6%) ; Assurer le pluralisme de l'information (6%) ; Renforcer le service public de l'information (3%)
L'éducation aux médias et le pouvoir d'agir	21%	Développer la formation et l'EMI (17%) ; Créer un véritable programme d'EMI (2%) ; <i>Élaborer un droit de regard citoyen (1%) ; Rendre l'information de qualité accessible (1%)</i>
Les contenus	17%	Lutter contre la désinformation (6%) ; Encourager la vérification des sources (5%) ; Sécuriser l'éthique des journalistes (3%) ; Limiter le monopole de l'opinion (2%) ; <i>Renforcer la place du travail d'investigation (1%) ; Améliorer la neutralité de la presse (1%) ; Favoriser le journalisme local (0%)</i>
La protection des journalistes et de leurs sources	8%	Renforcer la protection des journalistes (6%) ; <i>Protéger les sources et les lanceurs d'alertes (1%)</i>
La viabilité économique des médias	7%	Soutenir financièrement les rédactions (3%) ; Être transparent sur le financement médiatique (2%) ; Diversifier les ressources de financement (1%) ; <i>Conditionner le financement public des médias (1%) ; Soutenir économiquement les rédactions indépendantes (0%) ; Supprimer la publicité (0%) ; Privatiser les médias publics (0%)</i>
Autres	3%	Autres (3%)

Exemples de Verbatims

« L'Etat a le devoir d'offrir à tout citoyen l'accès à une information libre et indépendante à un coût accessible. C'est une nécessité démocratique. Pour cela, il doit mettre en place les conditions : protéger les médias des concurrences des plateformes en légiférant et défendant les droits et obligations (responsabilité des plateformes, droits voisins...), permettre aux citoyens d'accéder à l'info par un crédit/réduction d'impôt. »

« Faire connaître à l'utilisateur la bulle informationnelle induite par les algorithmes. Ceux-ci devraient mieux valoriser le consensus scientifique sur la question et mettre en avant les paroles d'experts, car non, tous les discours ne se valent pas et leur popularité n'est pas gage de qualité. »

3.18 Écrivons ensemble le futur de l'information. Imaginez-vous en 2035 : à quoi ressemble le journalisme de demain ?



À retenir

L'indépendance des médias occupe encore une très grande place dans le corpus. Ainsi, les sujets liés aux manipulations de l'information sont une importante source de préoccupation pour les participants (29%).

Les répondants se sont également particulièrement projetés sur les **contenus de demain** (28%), imaginant une information plus fiable, et un journalisme qui prend plus le temps de creuser les sujets en évitant de tomber dans le sensationnalisme.

Enfin, 17% des participants ont imaginé plus précisément **les outils et supports du futur** : ils interrogent notamment le **rôle de l'IA** et imaginent un **monde médiatique toujours plus personnalisé**, grâce aux outils numériques.

Le sujet du **pluralisme** a également été abordé par les participants (15%).

Alors que la majorité des réponses dépeint un futur positif, certains participants en ont une vision bien plus pessimiste. Cette question fait donc à la fois surgir les souhaits et les inquiétudes des participants pour l'avenir.

3.18 Écrivons ensemble le futur de l'information. Imaginez-vous en 2035 : à quoi ressemble le journalisme de demain ?

Groupes thématiques	% de participants*	Sous-groupes thématiques
Indépendance, éthique et fiabilité	33%	Il repose sur une presse indépendante (12%) ; Il est factuel et objectif, fiable (8%) ; Il propose des informations sourcées, vérifiées, transparentes (6%) ; Il fait preuve de déontologie (4%) ; Il est davantage surveillé pour limiter les fausses informations (3%) ;
Pluralisme et objectivité	23%	Il propose davantage de critiques et d'investigations (5%) ; Il garantit une information neutre et apaisante (4%) ; Il respecte un certain pluralisme (4%) ; Il est moins sensationnaliste (4%) ; Il laisse la place au débat et à la nuance (3%) ; <i>Il présente plusieurs points de vue (2%) ; Il est accessible à tous (1%)</i>
Proximité et engagement	16%	Il est pensé sur le temps long, moins dans l'immédiateté (4%) ; Il a une approche de proximité (2%) ; <i>Il met en avant des informations positives (2%) ; Il se fait sur le terrain (2%) ; Il est orienté vers les solutions (1%) ; Il laisse plus de place à l'expertise (1%) ; Il est plus engagé sur les questions environnementales (1%) ; Il est engagé (1%) ; Il est humain et bienveillant (1%) ; Il s'ouvre à davantage de sujets et à l'international (1%) ; Il donne la parole à tous (0%)</i>
Nouvelles technologies et numérique	15%	Il est assisté par l'IA (5%) ; Il repose sur l'interactivité et une expérience personnalisée (3%) ; Il s'appuie sur les outils numériques (3%) ; <i>Il est humain, sans utilisation de l'IA (1%) ; Il revient au papier et s'éloigne des réseaux sociaux (1%) ; Il est phagocyté par l'IA (1%) ; Il est protéiforme et multicanal (1%) ; Il est dématérialisé (moins de papier) (1%) ; Il est moins sur le terrain (0%)</i>
Education aux médias et pouvoir d'agir	10%	Il est participatif et citoyen (4%) ; Il est complété par une EMI renforcée (3%) ; Il est porté par des professionnels bien formés (1%) ; <i>Il contextualise l'information et reconnaît ses biais (1%) ; Il recrée un lien avec les citoyens (1%)</i>
Viabilité économique	5%	Il est financé par l'État au nom de l'intérêt public (2%) ; <i>Il est davantage financé par ses lecteurs (1%) ; Il propose un meilleur modèle de rémunération des journalistes (1%) ; Il offre un accès gratuit à l'information (1%)</i>
Protection des journalistes	3%	Il protège les journalistes dans leur exercice (2%) ; <i>Il protège ses sources (1%) ; Il protège les lanceurs d'alerte (0%)</i>
Manipulations de l'information	5%	Il est manipulé et instrumentalisé (4%) ; Il est menacé par les réseaux sociaux (1%) ;

Exemple de Verbatim

« 2035 : le journalisme est devenu pluriel, engageant et... patient. Il n'est pas amnésique de la nouvelle d'avant-hier et hypermnésique de la nouvelle du jour. Il présente des points de vue contrastés sur une même information, en "tournant" à 360 degrés autour du sujet traité. Il sait varier les formats (*slow journalism*, nouveaux vecteurs...) et a fait le choix de l'interactivité afin d'être moins descendant (journalisme participatif mobilisant les citoyens pour identifier les sujets d'intérêt). Il a également diversifié son pool d'experts afin de mettre un terme à la pratique des "bons clients" des plateaux. Il donne la parole à des voix nouvelles, transgénérationnelles (jeunes et moins jeunes), originales, inattendues. Bref, le journalisme de 2035 surprend. Enfin, il est tourné vers les solutions, au-delà des constats et des diagnostics qui monopolisent l'essentiel de la production médiatique aujourd'hui. »

Autres catégories : Autres (5%), ne sait pas (2%), il est pire qu'aujourd'hui (2%), Il ne change pas (1%)

Les données sont exprimées en pourcentage des participants ayant répondu à la question. Par ailleurs, un participant peut indiquer plusieurs réponses : le total des pourcentages des idées peut donc dépasser les 100% !

4. Annexes



LES ÉTATS GÉNÉRAUX
DE L'INFORMATION

1. Méthodologie en un clin d'oeil

1

2

3

4

1

Une contribution est « attrapée » au sein d'un fil de discussion



2

L'analyse taxonomique des contributions attrapées permet de les classer selon leur nature (problématique, constat, solution actionnable ...)

Voir tous les messages

vincent-montréal france Publié il y a 26 jours

Langue originale: Français. Traduire ce message? Choisir une langue

L'indispensable transparence

Dans ce débat il me paraît important de définir de quel journalisme et de quels médias nous parlons.

Si nous parlons des médias dont la responsabilité peut être engagée pénalement, qui emploient des journalistes formés, professionnels et titulaires de la carte de presse, l'essentiel me paraît être la transparence sur les financements ou les liens éventuels qui peuvent exister entre un sujet traité et le financement du média. Le Monde, probablement beaucoup d'autres également, évoquent ainsi dans le cadre de papier le lien éventuel avec un actionnaire ou un annonceur (x est actionnaire du journal).

Si nous parlons des nouvelles formes d'information de types "influenceurs" sur les médias sociaux, il me semble qu'ils devraient être contraints d'afficher publiquement leur mode de financement d'une part et d'autre part qu'ils ne sont soumis en terme de véracité des informations qu'ils délivrent, à aucune forme de contrainte juridique.

Date de p	Top-post	Titre	Auteur	Langue or Traductio	Contenu du message	Problématiques	#PBm	Constats	Solutions Actionnables	#SA	Delta P-SA	Couples ou orphelins
17/11/20	Réponse	Je partage pflugon	fr	N/A	Je partage ce message	Désolé, mais il semble que vous n'avez pas fourni le message complet que vous souhaitez que j'analyse. Pourriez-vous s'il vous plaît fournir le texte intégral du message afin que je puisse identifier les problématiques et appliquer les tags appropriés ?	0	Pas de constat.	Pas de solution actionnable.	0	0	NA
					Dans ce débat il me paraît important de définir de quel journalisme et de quels médias nous parlons. Si nous parlons des médias dont la responsabilité peut être engagée pénalement, qui emploient des journalistes formés, professionnels et titulaires de la carte de presse, l'essentiel me paraît être la transparence sur les financements ou les liens éventuels qui peuvent exister entre un sujet traité et le financement du média. Le Monde, probablement beaucoup d'autres également, évoquent ainsi dans le cadre de papier le lien éventuel avec un actionnaire ou un annonceur (x est actionnaire du journal). Si nous parlons des nouvelles formes d'information de types "influenceurs" sur les médias sociaux, il me semble qu'ils devraient être contraints d'afficher publiquement leur mode de financement d'une part et d'autre part qu'ils ne sont soumis en terme de véracité des informations qu'ils délivrent, à aucune forme de contrainte juridique.	<p>1. Problématique: Définition des types de journalisme et de médias concernés. Tag principal de niveau 1: Gouvernance Tag principal de niveau 2: Avenir des médias d'information</p> <p>2. Problématique: Nécessité de transparence sur les financements et les liens entre les sujets traités et le financement des médias traditionnels. Tag principal de niveau 1: Réglementaire Tag principal de niveau 2: Avenir des médias d'information</p> <p>3. Problématique: Exigence de transparence sur le mode de financement des "influenceurs" sur les médias sociaux. Tag principal de niveau 1: Réglementaire Tag principal de niveau 2: Plateformes numériques et l'IA</p> <p>4. Problématique: Absence de contrainte juridique sur la véracité des informations délivrées par les "influenceurs" sur les médias sociaux. Tag principal de niveau 1: Réglementaire Tag principal de niveau 2: Citoyenneté et démocratie à l'ère du numérique</p>	4	L'auteur fait plusieurs constats dans ce texte. Premièrement, il souligne l'importance de définir le type de journalisme et de médias dont on parle. Deuxièmement, il observe que pour les médias traditionnels employant des journalistes professionnels, la transparence sur les financements et les liens éventuels entre un sujet traité et le financement du média est essentielle. Il donne l'exemple du journal Le Monde qui mentionne les liens éventuels avec un actionnaire ou un annonceur. Troisièmement, il note que les "influenceurs" sur les médias sociaux, représentant de nouvelles formes d'information, ne sont pas soumis aux mêmes contraintes juridiques en termes de véracité des informations qu'ils délivrent. Il suggère également que ces influenceurs devraient être contraints d'afficher publiquement leur mode de financement.	<p>Modalités de mise en œuvre (non détaillé par l'auteur):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Obligation pour les médias responsables pénalement d'indiquer les liens financiers ou les intérêts partagés avec les sujets qu'ils traitent ou les actionnaires/annonceurs. - Extension de cette obligation de transparence aux influenceurs sur les médias sociaux, avec une contrainte supplémentaire de déclarer leur mode de financement. <p>Une deuxième solution actionnable identifiée concerne les influenceurs sur les médias sociaux, qui devraient être soumis à une réglementation spécifique concernant la véracité des informations qu'ils diffusent.</p> <p>Modalités de mise en œuvre (non détaillé par l'auteur):</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'un cadre juridique pour les influenceurs qui les oblige à respecter certaines normes de véracité des informations, similaire à celles imposées aux médias traditionnels. <p>Tag principal de niveau 1 pour cette solution: "réglementaire" Tag principal de niveau 2 pour cette solution: "plateformes numériques et l'IA"</p>	2	2	<p>1. Problématique: Définition des types de journalisme et de médias concernés. Solution actionnable: Orpheline (aucune solution actionnable n'est listée pour cette problématique spécifique).</p> <p>2. Problématique: Nécessité de transparence sur les financements et les liens entre les sujets traités et le financement des médias traditionnels. Solution actionnable: Obligation pour les médias responsables pénalement d'indiquer les liens financiers ou les intérêts partagés avec les sujets qu'ils traitent ou les actionnaires/annonceurs.</p> <p>3. Problématique: Exigence de transparence sur le mode de financement des "influenceurs" sur les médias sociaux. Solution actionnable: Extension de l'obligation de transparence aux influenceurs sur les médias sociaux, avec une contrainte supplémentaire de déclarer leur mode de financement.</p> <p>4. Problématique: Absence de contrainte juridique sur la véracité des informations délivrées par les "influenceurs" sur les médias sociaux. Solution actionnable: Mise en place d'un cadre juridique pour les influenceurs qui les oblige à respecter certaines normes de véracité des informations, similaire à celles imposées aux médias traditionnels.</p>
16/11/20	Top-post	L'indispen	vincent-m fr	N/A								

1. Méthodologie en un clin d'oeil

1

2

3

4

3

Une base de données des contributions analysées



4

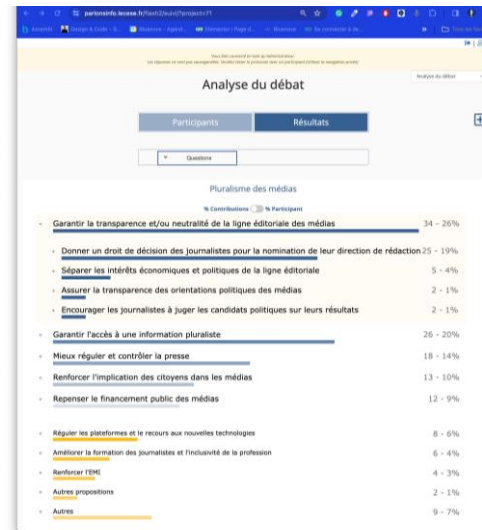
Identification et classement des solutions actionnables



5

Analyse des grands enseignements et appropriation

Thèmes	Messages	Problématiques	Solutions actionnables
Viabilité économique des médias	206	725	350
Pluralisme des médias	164	475	205
Protection des journalistes	117	306	126
Les contenus	119	426	151
Les manipulations	152	552	142
L'éducation aux médias	122	347	132
totaux	880	2831	1106



1. Viabilité économique des médias

Tags niveau 1	Nbm prob	Avenir Medias	Archi rég	Cit & Dem	Plat Num IA	Souv
Financier	56	60	2	3	3	8
Gouvernance	70	54	21	18	2	24
Citoyen	154	104	0	80	6	5
Réglementaire	128	61	29	8	11	14
Pédagogie	64	42	0	16	6	0
sous-totaux	697	421	52	125	28	51

2. Pluralisme des médias

Tags niveau 1	Nbm prob	Avenir Media	Archi rég	Cit & Dem	Plat Num IA	Souv
Financier	34	27	0	1	1	0
Gouvernance	152	87	18	11	3	0
Citoyen	184	31	0	72	4	0
Réglementaire	110	44	27	7	21	0
Pédagogie	54	43	0	12	7	0
sous-totaux	452	232	45	103	36	0

2. Quels sont les 3 mots qui vous viennent à l'esprit quand on parle d'information ? (co-occurrence sur 2 mots)

Mot 1	Mot 2	Occurrences
Pouvoir	Propagande	7
Information	Pouvoir	7
Indépendance	Pluralisme	6
Journaliste	Pouvoir	6
Information	Faire	6
Fait	Analyse	5
Éducation	Média d'information	5
Information	Opinion	5
Média	Avoir	5
Média	Éducation	5
Information	Éducation	5
Manipulation	Mensonge	4
Actualité	Information	4
Média	Pouvoir	4
Professeur	Documentation	4
Journal	Radio	4
Information	Essentiel	4
Vérification	Objectivité	4
Information	Place	4
Actualité	Analyse	4
Média	Milliardaire	4
Objectivité	Pluralisme	4
Pouvoir	Avoir	4

Mot 1	Mot 2	Occurrences
Fait	Vérité	4
Pouvoir	Public	3
Pouvoir	Faire	3
Presse	Agence	3
Pouvoir	Sujet	3
Pouvoir	Tout	3
Presse	Faire	3
Journal	Avoir	3
Indépendance	Liberté	3
Débat	Permettre	3
Débat	Opinion	3
Indépendance	Journalisme	3
Pouvoir	Monde	3
Devoir	Vision	3
Prendre	Sujets	3
Dire	Tout	3
Buzz	Besoin	3
Sujet	Temps	3
Sujet	Expert	3
Contexte	Parler	3
Public	Radio	3
Indépendance	Pouvoir	3
Recul	Analyse	3

Mot 1	Mot 2	Occurrences
Radio	TV	3
Source	Indépendance	3
Journaliste	Radio	3
Critique	Analyse	3
Média	Pays	3
Information	Permettre	3
Média	Journaliste	3
Média	Politique	3
Média	Manque	3
Média	Propagande	3
Média	Contrôler	3
Média	Groupe	3
Fait	Contexte	3
Politique	Indépendance	3
Objectivité	Information	3
Objectivité	Indépendance	3
Actualité	Nouveau	3
Actualité	Politique	3
Actualité	Monde	3
Actualité	Divers	3
Information	Exprimer	3
Information	Pertinent	3
Information	Donner	3

Mot 1	Mot 2	Occurrences
Information	Informer	3
Politique	Opinion	3
Politique	Contexte	3
Politique	Sujet	3
Démocratie	Liberté	3
Démocratie	Pouvoir	3
Journaliste	Public	3
Source	Liberté	3
Journaliste	Faire	3
Journaliste	Sujet	3
Journaliste	Avoir	3
Journaliste	Relater	3
Vérité	Transparence	3
Information	Démocratie	3
Information	Politique	3
Information	Presse	3
Information	Propagande	3
Information	Analyse	3

3. Participation d'élèves de la classe 1STAV

Contexte : À la suite de la lecture d'articles portant sur le pluralisme des médias, un groupe d'élèves de première a été incité par leur enseignant à rédiger une proposition visant à « **sauver le pluralisme des médias** » :

Favoriser ou imposer des pratiques démocratiques au sein des médias :

« On relève deux problèmes dans les pratiques d'investisseur tel que Vincent Bolloré. Dans un premier temps Mr Bolloré est un homme qui est à la tête de plusieurs médias, qui en prend possession. Vincent Bolloré, lui ne laissait pas place aux idées extérieures. Ce qui limite les différents avis.

Il devrait y avoir un directeur pour chaque média ce qui permettrait d'avoir plusieurs sources d'informations. Il n'aurait pas le monopole des informations, ce qui permettrait de dispatcher l'influence entre les entreprises. Si, il y a plus de médias différents, les informations seront plus variées, cela favoriserait des choix éclairés. De plus, les revenus reviendraient à tous les médias et pas à un seul.

Dans un second temps, c'est la non-démocratisation du choix de rédacteur en chef un homme d'extrême droite choisie par Mr Bolloré sans le consentement et l'avis des journalistes.

On propose donc de favoriser les pratiques démocratiques des élections du rédacteur en chef que les journalistes désigneraient par suffrage universel direct.

En conclusion ça serait une manière plus juste et raisonnée d'utiliser pour chaque média la démocratisation au sein du média donc que les journalistes puissent choisir son directeur et son rédacteur en chef.»

Suite à cette contribution, **trois questions ont émergé**, dont deux provenant des activités de Community Management et une posée par l'enseignant :

1. Comment pensez-vous que ces changements pourraient être mis en place dans le contexte actuel du marché des médias, où les intérêts économiques et la concentration jouent un rôle majeur ?
2. Y a-t-il un risque que ces mesures, bien intentionnées, puissent se heurter à des obstacles pratiques ou économiques qui pourraient limiter leur efficacité ?
3. Après les différentes activités réalisées en classe, quel est finalement et selon vous, le moyen pouvant être le plus efficace pour favoriser, sauver ou même défendre le pluralisme des médias ? Vous pouvez vous appuyer sur tous les documents vus précédemment (le documentaire de Reporter Sans Frontières visionné en introduction, les propositions individuelles notées à la fin du premier cours, et enfin l'analyse des 2 articles de presse pour l'évaluation finale), le cas échéant vous respecterez les règles de citation des sources (guillemets si besoin + source des propos cités)?

1

2

3

4

3. Participation d'élèves de la classe 1STAV

Comment pensez-vous que ces changements pourraient être mis en place dans le contexte actuel du marché des médias, où les intérêts économiques et la concentration jouent un rôle majeur ?

« Il faudrait faire une loi qui oblige à chaque média d'avoir un directeur différent. Il faudrait si la loi passe, que les entreprises médiatiques soient dans quelques années, le mettent en place.

Au niveau des votes, il faudrait que chaque journaliste puisse voter pour leur rédacteur en chef de son entreprise médiatique, par le biais d'un suffrage universel direct, ce qui veut dire que qu'ils peuvent voter en leur âme et conscience. »

Y a-t-il un risque que ces mesures, bien intentionnées, puissent se heurter à des obstacles pratiques ou économiques qui pourraient limiter leur efficacité ?

Les directeurs qui ont plusieurs médias peuvent léguer leur place à un proche à lui, une bonne connaissance, ce qui ferait que l'entreprise serait sous l'ordre d'une personne qui lui sera sous l'ordre de ces grands directeurs, cela est du copinage.

Par ailleurs concernant un second argument, il faudrait que plusieurs personnes se présentent en tant que rédacteurs pour que les journalistes puissent avoir le choix, de choisir le meilleur.

Après les différentes activités réalisées en classe, quel est finalement et selon vous, le moyen pouvant être le plus efficace pour favoriser, sauver ou même défendre le pluralisme des médias ?

Selon nous, la meilleure solution pour limiter le pluralisme serait « la loi anti- concentration » d'après le journal « La dépêche de l'Aube ». Elle permettrait d'empêcher la construction des grandes empires médiatiques. Il ne faut plus contraindre les rédactions à un objectif de rendement mais à une qualité des articles fait à partir de source fiable. La loi anti-concentration devrait intégrer le fait de ne pas avoir de lien capitalistique entre la société de presse et les détenteurs de grandes entreprises qui ont un pouvoir d'influence trop grand.

D'après David Assouline, cette loi limitera le nombre de titre sur un même support. Elle renforcera la protection des journalistes et des syndicats des journalistes en leur garantissant le droit de choisir leur rédaction. Il faudra inverser le fait de donner plus à ceux qui en ont le moins.

1

2

3

4

3. Participation d'élèves de la classe 1STAV

Comment pensez-vous que ces changements pourraient être mis en place dans le contexte actuel du marché des médias, où les intérêts économiques et la concentration jouent un rôle majeur ?

« Les changements que nos camarades souhaiteraient mettre en place sont : « Un directeur pour chaque médias » (ligne 3) et « La non-démocratisation du choix du rédacteur » (ligne 7). Pour que ces mesures soient mises en place et surtout respectées par les directeurs de médias, il faudrait que l'état à travers des lois impose ces réformes et surveille pour que les directeurs ne divulguent pas leurs idées et pensées. Cependant il faudrait contourner l'économie des médias car les médias grâce à leur argent essayeront de contourner cette loi pour avoir plusieurs médias et toujours plus d'argent. »

Y a-t-il un risque que ces mesures, bien intentionnées, puissent se heurter à des obstacles pratiques ou économiques qui pourraient limiter leur efficacité ?

« Le risque serait de favoriser « le copinage » entre directeur et d'influencer le réseau entre directeurs pour qu'au final rien ne change par rapport à avant. Dans le texte nous pouvons lire « Il devrait y avoir un directeur pour chaque médias » (ligne 3). Cela pourrait provoquer la vente de plusieurs médias par monsieur Bolloré cependant il risque de les vendre à des amis donc les idées des médias ne seront pas bien différentes. De plus peu de personnes ont les moyens de racheter des médias qui ont des coûts quand même assez élevés. Les directeurs de différents médias pourront partager leurs idées etc... ce qui limitera la diversification des informations. »

Après les différentes activités réalisées en classe, quel est finalement et selon vous, le moyen pouvant être le plus efficace pour favoriser, sauver ou même défendre le pluralisme des médias ?

« Selon nous, l'un des moyens le plus efficace serait une loi anti-concentrations avec des mesures très strictes et raisonnées comme :

- L'interdiction pour un directeur général de posséder et diffuser ces idées dans plusieurs médias.
- Les journalistes possèdent le droit de vote pour leurs rédacteurs en chef ce qui permettrait d'avoir de meilleurs liens et de se faire mieux comprendre ainsi qu'entendu.

Nous sommes bien conscients que même si l'état impose et surveille ces nouvelles lois cela n'empêchera pas les directeurs de multiplier les médias et l'argent. Il n'y a pas de réelle solution pour imposer cette loi anti-concentration outre de faire confiance aux directeurs des médias. »

3. Participation d'élèves de la classe 1STAV

Comment pensez-vous que ces changements pourraient être mis en place dans le contexte actuel du marché des médias, où les intérêts économiques et la concentration jouent un rôle majeur ?

Faire une loi (anti-concentration) qui si elle est acceptée au parlement imposera ces nouvelles politiques aux médias

Y a-t-il un risque que ces mesures, bien intentionnées, puissent se heurter à des obstacles pratiques ou économiques qui pourraient limiter leur efficacité ?

Le risque de mettre un seul directeur par média c'est de favoriser le copinage et les réseaux d'influences.

Après les différentes activités réalisées en classe, quel est finalement et selon vous, le moyen pouvant être le plus efficace pour favoriser, sauver ou même défendre le pluralisme des médias ?

D'après le journal La Dépêche de l'Aube, dans un article daté du 15 septembre 2023 et intitulée : « Sauver le pluralisme des médias de la presse » pour lutter contre la jonction entre les médias et les grandes puissances financières, une loi anti-concentration pourrait être une solution. Selon le journal, cette loi permettrait tout d'abord de protéger les journalistes, de redonner une importance à la mission d'information et de rendre les médias égaux. C'est-à-dire que les gros ne mangent pas les petits.

3. Participation d'élèves de la classe 1STAV

Comment pensez-vous que ces changements pourraient être mis en place dans le contexte actuel du marché des médias, où les intérêts économiques et la concentration jouent un rôle majeur ?

« C'est l'Etat qui doit intervenir pour mettre une loi en place (anti-concentrations) que si elle est acceptée ou validée au Parlement imposera ses nouvelles pratiques aux médias. »

Y a-t-il un risque que ces mesures, bien intentionnées, puissent se heurter à des obstacles pratiques ou économiques qui pourraient limiter leur efficacité ?

« Le risque de mettre un seul directeur par média c'est de favoriser le copinage et les réseaux d'influence. »

Après les différentes activités réalisées en classe, quel est finalement et selon vous, le moyen pouvant être le plus efficace pour favoriser, sauver ou même défendre le pluralisme des médias ?

« La loi anti-concentration est selon nous le moyen le plus efficace pour préserver le pluralisme des médias. Selon l'article de l'Humanité de Pierre Henri Lab, « Comment sauver le pluralisme de la presse ? » daté du 5 septembre 2023, David Assouline exprime son opinion : « Il faut donc avoir le courage de penser un cadre législatif qui établisse des nouvelles bases et limites de concentrations ... » David Assouline nous parle donc d'une solution radicale. Il nous montre des exemples qui permettraient de limiter la concentration, comme avec « le seuil de détention capitalistique », mais aussi « la limitation des supports ». Il nous montre donc que cela permet de limiter les chaînes de productions capitalistes. »

3. Participation d'élèves de la classe 1STAV

Comment pensez-vous que ces changements pourraient être mis en place dans le contexte actuel du marché des médias, où les intérêts économiques et la concentration jouent un rôle majeur ?

« Selon moi, pour limiter voire empêcher ce type de dérive, il faudrait établir des lois. Il faudrait que les médias soient rachetés par un vote, c'est-à-dire une personne élue à la majorité et non celui qui a le plus d'argent. Il faudrait interdire le rachat de plusieurs médias par le même acheteur. »

Y a-t-il un risque que ces mesures, bien intentionnées, puissent se heurter à des obstacles pratiques ou économiques qui pourraient limiter leur efficacité ?

« Oui, plusieurs mesures peuvent se heurter, cela pourrait être le copinage entre chaque acheteur. »

Après les différentes activités réalisées en classe, quel est finalement et selon vous, le moyen pouvant être le plus efficace pour favoriser, sauver ou même défendre le pluralisme des médias ?

« Garantir et partager la diffusion de la presse écrite sur l'ensemble du territoire (journaux, magazines, ...). D'après la dépêche de l'Aube il faut créer un rapport équilibré avec la puissance numérique c'est-à-dire qu'il ne faut pas que la diffusion numérique (JTV remplace la diffusion écrite (journaux, magazines, ...)) »

3. Participation d'élèves de la classe 1STAV

Comment pensez-vous que ces changements pourraient être mis en place dans le contexte actuel du marché des médias, où les intérêts économiques et la concentration jouent un rôle majeur ?

« Tout d'abord il faudrait mettre une loi en place permettant d'avoir un directeur pour chaque média soit pour autant changer certains médias et qu'ils soient de bonnes qualités avec des informations pratiques tout en restant objectif. Pour les intérêts économiques, il faudrait limiter les enjeux économiques en équilibrant les aides des plus petits médias et plus gros, mais aussi les médias numériques et papiers. »

Y a-t-il un risque que ces mesures, bien intentionnées, puissent se heurter à des obstacles pratiques ou économiques qui pourraient limiter leur efficacité ?

« Oui en effet avec le copinage les patrons actuels qui dirige leurs réseaux pourraient léguer leurs médias à des contacts a eu qui ont les mêmes idées que ce dernier. Au final cette loi n'empêcherait pas les patrons actuels à perdre leurs influences sur les médias et l'influence de leurs idées..»

Après les différentes activités réalisées en classe, quel est finalement et selon vous, le moyen pouvant être le plus efficace pour favoriser, sauver ou même défendre le pluralisme des médias ?

« L'égalités des médias face aux aides est une impasse essentielle dans ce milieu il suffit donc de la surmonter pour un minimum d'égalités. Il est important de régler le fait d'avoir le pouvoir des médias. »



Conseil économique social et environnemental
9, place d'Éléna • 75775 Paris cedex 16
01 44 43 61 27 • info@lecese.fr

lecese.fr